

BAROMETRE DES MEDIAS AFRICAINS

Première analyse locale du paysage
médiatique en Afrique

RDC 2012

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

French/English



FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG



BAROMETRE DES MEDIAS AFRICAINS

Première analyse locale du paysage
médiatique en Afrique



RDC 2012

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Version Française

Publié par/ Published by:

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)
fesmedia Africa
Windhoek, Namibia
Tel: +264 (0)61 237438
E-mail: info@fesmedia.org
www.fesmedia.org
Director: Mareike Le Pelley

© Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

ISBN

No. 978-99916- 874-6-9

Toute vente ou utilisation à des fins commerciales des médias publiés par Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sauf autorisation écrite de FES.

The sale or commercial use of all media published by the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) is prohibited without the written consent of the FES.

Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce volume ne reflètent pas nécessairement les opinions de Friedrich-Ebert-Stiftung ou Fesmedia Afrique. Fesmedia Afrique ne se porte pas responsable de l'exactitude des données présentées dans ce document.

The findings, interpretations and conclusions expressed in this volume do not necessarily reflect the views of the Friedrich-Ebert-Stiftung or fesmedia Africa. fesmedia Africa does not guarantee the accuracy of the data included in this work.

TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ	02
SECTEUR 1	11
La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.	
SECTEUR 2	25
Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la viabilité.	
SECTEUR 3	37
La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public.	
SECTEUR 4	49
Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.	
LA VOIE À SUIVRE	59
ENGLISH	67
English Version African Media Barometer DRC 2012	

Le Baromètre des Médias Africains

Le Baromètre des Médias Africains (African Media Barometer, AMB) est une description en profondeur et une évaluation compréhensive de l'environnement médiatique sur le continent africain. À la différence d'autres enquêtes de presse ou des médias, l'AMB est un exercice d'auto-évaluation effectué par des Africains et selon des critères et déclarations africains comme la « Déclaration des principes de la liberté d'expression en Afrique » (2002) de la « Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP)¹ ». En collaboration avec l'Institut des Médias pour l'Afrique Australe (Media Institute for Southern Africa, MISA), le projet 'médias' de la Friedrich-Ebert-Stiftung en Afrique (fesmedia Africa) a créé le Baromètre des Médias Africains (AMB) en 2004.

Le Baromètre des Médias Africains (AMB) est une analyse qui permet d'évaluer l'environnement médiatique d'un pays tout servant d'instrument de lobbying pour les réformes dans le secteur des médias.

Ses résultats sont communiqués au public du pays concerné pour viser l'amélioration de la situation des médias en prenant la Déclaration de la CADHP Africaine et d'autres normes africaines comme indices de référence.

Les recommandations des rapports AMB sont aussi transmises aux 19 bureaux des pays de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) en Afrique et à d'autres organisations locales comme l'Institut des Médias pour l'Afrique Australe (Media Institute for Southern Africa, MISA).

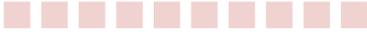
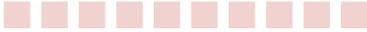
Méthodologie et système de notation

Tous les deux à trois ans, une commission de 10 à 12 experts se réunit pour évaluer la situation des médias dans leur pays respectif. Le panel est composé à part égale des représentants des médias et de la société civile au sens large.

Pendant un jour et demi, ils discutent l'environnement médiatique de leur pays à l'aide de 45 indicateurs prédéterminés. La réunion est présidée par un consultant indépendant, qui est aussi responsable de la rédaction du rapport AMB.

Après le débat d'un indicateur, les membres du panel attribuent leur note individuelle pour cet indicateur par vote anonyme et en accord avec les critères suivants :

1 La CADHP est l'organe de l'Union Africaine (UA) qui fait autorité et qui a le mandat d'interpréter la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	

La somme des notes individuelles pour un indicateur sera divisée par le nombre de panélistes afin de déterminer une note moyenne par indicateur. Ces notes moyennes par indicateur sont additionnées pour obtenir une moyenne par secteur qui ensuite représente la note finale d'un pays.

Résultats

Le rapport final est un résumé qualitatif de la discussion et indique également les notes moyennes pour chaque indicateur, secteur et la note final du pays. Dans le rapport les membres du panel ne sont pas nommés pour les protéger des répercussions négatives.

Avec le temps les rapports bi-annuels ou tri-annuels mesurent le développement de l'environnement médiatique d'un pays particulier. Leurs résultats devraient former la base d'une discussion politique sur la réforme médiatique.

Dans les pays, où l'anglais n'est pas la langue officielle, le rapport est une édition bilingue.

La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) et ses bureaux servent seulement comme convocateurs du panel et comme garants d'une méthodologie standardisée. Le panel est responsable du contenu de la discussion et du rapport qui ne représente pas ou ne reflète pas forcément les vues de Friedrich-Ebert-Stiftung.

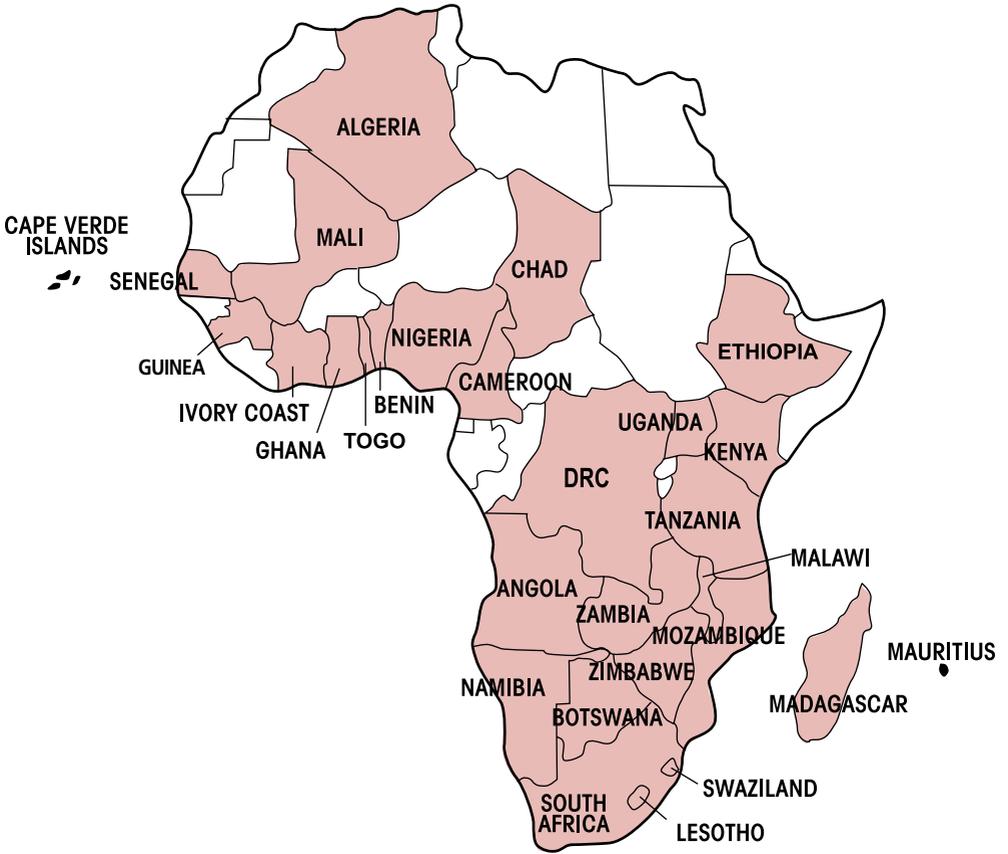
Fin 2008, les indicateurs ont été révisés, amendés, et de nouveaux indicateurs qui traitent des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ont été intégrés afin de répondre au progrès rapide de ce secteur.²

Vers la fin de 2012, le Baromètre des Médias Africains avait déjà eu lieu dans 29 pays africains, dont certains d'entre eux pour la troisième fois.

Mareike Le Pelley
Directrice du Projet Médias
en Afrique (fesmedia Africa)
Friedrich-Ebert-Stiftung,
Windhoek, Namibie

Zoe Titus
Directeur Regional
L'Institut des Média pour
l'Afrique Australe (MISA)
Windhoek, Namibie

² Les indicateurs ont été révisés, amendés et décalés en 2008/2009. Par conséquent, la comparaison des notes de certains indicateurs et des notes des secteurs des rapports précédentes n'est plus possible.



29 pays du BMA (2005-2012)

Baromètre des médias en Afrique RDC 2012

Résumé

La République Démocratique du Congo (RDC) ex-Zaïre est un pays vaste de 2.5 millions de km² qui suscite beaucoup de convoitises pour ses nombreuses ressources naturelles. Cela explique en partie son histoire politique mouvementée, douloureuse et controversée faite de coups d'Etat, de guerres civiles et depuis les années 2000 d'une instabilité chronique. Les principales figures emblématiques du pays depuis l'Indépendance en juin 1960 sont Patrice Emery Lumumba, Joseph Kasa Vubu, Joseph Désiré Mobutu et Laurent Désiré Kabila.

Pendant la réalisation de ce rapport, les 19 et 20 mai 2012, le pays vit toujours dans une situation de guerre larvée avec des affrontements par intermittence entre groupes rebelles et forces gouvernementales dans la partie Est. Malgré l'absence de recensement officiel depuis des décennies, la population de la RDC est aujourd'hui estimée à 60 millions d'habitants.

La Constitution adoptée le 18 février 2006, les lois réglementaires ainsi que les lois organiques garantissent et protègent la liberté d'expression y compris la liberté des médias. Cependant des dispositions de la loi 96 - 002 portant modalités de l'exercice de la liberté de la presse indiquent clairement en son article 73 que les responsabilités des délits de presse sont définies par rapport au Code pénal. L'article 78 de la même loi comprend le délit « trahison » dont la sanction est la peine de mort.

Dans ces conditions, le droit à la liberté d'expression des citoyens et des journalistes s'exerce en RDC mais avec appréhensions. De manière générale, les journalistes n'ont pas peur d'écrire leurs articles, mais restent sujets à de très fortes pressions et les conséquences fâcheuses qui surviennent parfois les amènent à craindre des représailles. Au cours des huit dernières années, la moyenne des journalistes assassinés dans l'impunité totale est d'au moins un par an.

Le gouvernement s'efforce de ratifier la plupart des conventions internationales et africaines notamment la charte africaine des Droits de l'Homme et des peuples, la déclaration de principe de la CADHP sur la liberté d'expression, le traité de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC) et autres, mais la mise en œuvre est sélective.

Légalement les publications écrites sont soumises à un régime de déclaration. Mais dans la pratique un arrêté du ministère de la Communication instaure sous peine de fermeture l'exigence d'un récépissé délivré contre le paiement de US\$ 500 au moment de la déclaration et US\$ 200 tous les deux ans : c'est une autorisation déguisée. C'est également le même ministère qui octroie les licences des organes audiovisuels.

La profession de journaliste n'est pas soumise à restriction. Néanmoins, son exercice est subordonné à l'accomplissement d'un stage dont la durée varie selon la filière d'origine: une année pour ceux qui proviennent des écoles de journalisme et deux ans pour les candidats provenant d'autres disciplines. C'est à l'issue de ce stage que le récipiendaire obtient la carte officielle de presse délivrée par l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) en vertu de la loi 81/012 du 02 avril 1981 portant statut du journaliste.

L'accès à l'information publique est difficile aussi bien pour les journalistes que pour les citoyens, ce d'autant plus qu'aucune loi n'en garantit l'accès.

La loi de 1996 dispose que « de journaliste est libre d'accéder à toutes les sources d'information » mais dans la réalité la protection de ses sources reste encore un combat. D'ailleurs le Code pénal et le code militaire protègent certaines informations. Malgré les pressions politiques et judiciaires, les journalistes continuent de refuser de révéler leurs sources sur la base du code de déontologie.

La création des sites web et des blogs n'est pas soumise à une quelconque autorisation ou déclaration préalable. Mais l'Etat tente par des moyens et des agents des services de renseignements de filtrer les contenus d'Internet y compris via le téléphone cellulaire surtout à l'occasion des élections et des conflits armés à l'Est du pays.

Il n'y a pas encore une politique des TIC malgré le fait qu'il existe un ministère des TIC et une autorité de régulation des postes et télécommunications (ARPTT). L'électricité qui est la source d'énergie des télécommunications n'est pas toujours disponible à l'intérieur du pays, y compris à Kinshasa. Ce qui rend difficile l'accès des citoyens aux médias audiovisuels et électroniques y compris le téléphone.

Les organisations des journalistes et des médias congolais, mais aussi d'autres organisations de la société civile défendent la liberté des médias à travers des marches de protestation, des publications de memorandum, des communiqués. La plupart des lois sur les médias - généralement progressives - sont plutôt le résultat de combats successifs des professionnels des médias face au ministère de la Communication. Cependant, leur application effective reste sélective.

On dénombre une large variété de médias en RDC: plus de 68 chaînes de télévision, plus de 216 radios toutes catégories confondues et environ 65 journaux paraissant plus ou moins régulièrement - sur près de 200 titres déclarés - et qui tirent en moyenne à 1500 exemplaires. Cependant les coûts ne sont pas accessibles à tous: le journal est vendu à 1000 francs congolais (environ 1USD) équivalent pratiquement au pouvoir d'achat quotidien du Congolais moyen. L'accès à l'internet est encore assez dissuasif à cause des coûts pratiqués et la logistique qui va avec, notamment les ordinateurs et l'énergie pour les faire fonctionner sont aujourd'hui hors de portée.

L'Agence Congolaise de Presse (ACP) est le seul organe public de presse écrite. Dans la pratique, cette agence n'a pas les moyens de son indépendance éditoriale telle que prévue par la loi.

Les entreprises de messagerie en charge de la distribution des journaux sont inexistantes. De ce fait, les publications sont difficilement distribuées dans les zones urbaines, à l'intérieur du pays et dans les zones rurales compte tenu de l'absence des voies de communication.

L'accès aux médias internationaux est parfois restreint par les pouvoirs publics selon les périodes d'élections, de tensions ou de guerre : signal coupé pour des chaînes internationales de radio et de télévision ; journaux étrangers interdits.

Il n'y a pas de législation pour réguler la concurrence dans le secteur des médias. Les groupes de presse disposent autant d'organes de presse que leurs moyens le permettent.

Depuis 2007, des budgets sont votés chaque année par le gouvernement pour l'aide à la presse. Ce budget qui est passé de 1 million de dollars US à 2 millions en 2009 n'a jamais atteint les bénéficiaires.

Une étude de l'Union congolaise des femmes dans les médias (UCOFEM) a montré en 2011 que seules 5% de femmes interviennent dans les médias et surtout sur des questions d'éducation et de santé. 22% des femmes sont dans les médias en tant que professionnelles avec une prédominance dans la presse audiovisuelle. Aucun organe de presse ne fait de la discrimination entre les différentes couches de la société. On ne note cependant une inégalité dans le traitement des questions politiques dans les médias publics. Un monitoring de l'observatoire congolais des médias (OMEC) en avril 2012 a pu mettre en exergue la dominance de la majorité présidentielle sur l'opposition dans les médias publics.

Les contrats publicitaires du gouvernement sont rares et sont souvent attribués sans critères objectifs et de manière partielle suivant une procédure de gré à gré. Il n'existe pas assez de marché publicitaire ni de régies publicitaires dans le secteur des médias. Les seuls secteurs pourvoyeurs de publicité sont les entreprises de brasserie et de la téléphonie.

Le titre III de la loi n°96-002 du 22 Juin 1996 dans ses articles 50 à 72 consacre la législation sur l'audiovisuel. Cette loi indique un environnement favorable à l'audiovisuel en général, mais elle ignore complètement les médias associatifs et communautaires et son application est sélective. Ces médias n'existent que grâce aux mécènes, aux partenaires extérieurs et aux ONG.

La Constitution en son article 212 prévoit le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication (CSAC). Mais son champ de compétence est réduit à « garantir et assurer la liberté et la protection de la presse ainsi que de tous les moyens de communication de masse dans le respect de la loi ». Le CSAC a aussi

la mission de « veiller au respect de la déontologie en matière d'information et à l'accès équitable des partis politiques, des associations et des citoyens aux moyens officiels d'information et de communication. »

Selon la loi organique 011/001 du 10 janvier 2011 qui l'a institué, le CSAC est théoriquement un organe indépendant et protégé contre toute ingérence. Mais en matière de régulation de l'audiovisuel, le CSAC exerce seulement « la régulation des contenus tandis que le règlement et les infrastructures demeurent du domaine du Gouvernement».

Le CSAC est chargé de donner son avis conforme avant toute attribution de fréquences et avant toute délivrance de récépissé de la presse audiovisuelle, écrite et électronique aux porteurs de projets de médias. Mais dans la pratique, c'est le ministère de la Communication qui administre et octroie les fréquences. Le CSAC n'assure pas complètement son rôle et est considéré comme très faible pour exercer la plénitude de ses compétences.

Suite aux dernières réformes des établissements des médias publics en 2011, la Radio Télévision Nationale Congolaise (RTNC) a un nouveau conseil d'administration et un nouveau directeur général. Le conseil d'administration est composé de cinq membres (dont le directeur général) nommés, relevés de leurs fonctions ou révoqués par le président de la République sur proposition du gouvernement. Le conseil d'administration n'est pas représentatif de la société dans son ensemble. Il ne compte pas de représentant de la société civile, et les mandataires sont nommés par le chef de l'Etat de façon discrétionnaire parmi des fonctionnaires et membres des partis de la majorité au pouvoir. Dans la pratique la RTNC est plutôt responsable devant les dirigeants du parti au pouvoir.

La loi garantit l'indépendance éditoriale de la RTNC comme média de service public, mais dans les faits elle se comporte comme un média partisan avec un personnel nommé pour défendre les intérêts d'un camp. Les animateurs des émissions-débats à la RTNC sont des membres ou des proches du parti au pouvoir, et les débats sont biaisés pour servir le parti.

Avec son mode de financement, la RTNC n'est pas encore en mesure de fonctionner comme un média de service public. Théoriquement la couverture du territoire est assurée à travers le bouquet satellitaire, mais plusieurs zones du pays ne sont pas couvertes. Elle diffuse un contenu local et varié à travers ses émissions culturelles, mais la programmation ne prend pas en compte tous les intérêts. Les informations fournies par la RTNC ne sont pas équilibrées, mais plutôt partisans. Les activités du Chef de l'Etat et des membres du gouvernement occupent l'écrasante majorité des programmes et du journal parlé et télévisé.

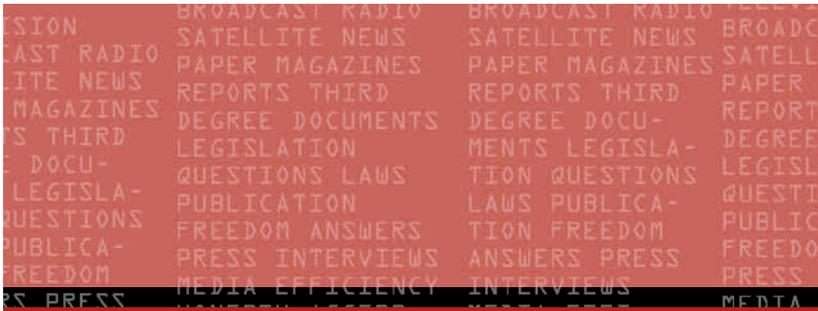
Il existe un « Code de déontologie des journalistes en RD Congo » adopté le 04 mars 2004 par les professionnels et appliqué par l'OMEC qui traite des plaintes des citoyens. D'une manière générale, les principes de base d'exactitude et d'impartialité ne sont pas respectés sauf dans quelques rares médias. Mais

depuis 2005 avec la mise en œuvre du code de déontologie par l'OMEC appuyé par l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC), on note des changements qualitatifs avec une nette tendance à l'équilibre dans le traitement de l'information. Les sujets économiques et les sujets d'investigation sont très peu couverts par les médias. Les professionnels évoquent les coûts insupportables de ces reportages mais aussi l'inaccessibilité aux informations et données chiffrées sur l'économie. Néanmoins la réalité du journalisme partisan reste évidente : la dichotomie entre les médias proches du pouvoir et ceux réputés proches de l'opposition impose aux consommateurs les deux versions d'informations pour se faire une opinion. Généralement les organes de presse pratiquent l'autocensure pour plusieurs raisons. Certains propriétaires de médias ont tendance à interférer sans retenue dans l'indépendance éditoriale.

L'autre forme de dérive éthique s'exprime à travers le phénomène dit « coupage » qui est l'autre appellation de la corruption des journalistes. Cette pratique consiste à « euphoriser » l'information moyennant quelques billets de banque. Certains l'appellent aussi « transport ». Il existe une campagne en cours par les professionnels de la communication depuis 2005 contre ce phénomène qui ne peut être seulement imputé aux journalistes. La pratique de la corruption est presque systématique dans la société y compris jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat, et jouit d'une impunité totale.

Les conditions de recrutement sont dans une certaine mesure une des causes de cette précarité. Généralement, les organes de presse recrutent des reporters et journalistes sans contrat de travail. Dans certains organes de presse, il n'existe pas de salaire, et à défaut, les travailleurs comptent deux à trois ans d'arriérés de salaires. Dans la presse privée la convention collective des journalistes en cours de validation prévoit un barème de salaire qui oscille entre 150 et 540 US\$ par mois, mais elle n'est pas appliquée. Avec les nouvelles réformes, les médias publics proposent un salaire de base d'environ 230 US\$.

Il existe des structures universitaires de formation en communication telles que l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (IFASIC), mais aussi des structures de formation interne comme l'Institut Congolais de l'Audiovisuel (ICA) géré par la RTNC, et des formations de recyclage proposées par l'ACP. Les professionnels des médias sont organisés en associations et syndicats qui défendent la liberté et les intérêts des médias.



SECTEUR 1:

La liberté d’expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.



La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.

1.1 La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est garantie dans la Constitution et protégée par d'autres lois.

La liberté d'expression y compris celle des médias est garantie par la constitution et protégée par des lois. En effet, la Constitution de la République Démocratique du Congo adoptée le 18 février 2006 garantit formellement la liberté d'expression et la liberté des médias dans ses articles 23 et 24.

L'article 23 dispose dans son alinéa 1 que « Toute personne a droit à la liberté d'expression », avant de poursuivre dans son alinéa 2 que « ce droit implique la liberté d'exprimer ses opinions ou ses convictions, notamment par la parole, l'écrit et l'image, sous réserve du respect de la loi, de l'ordre public et des bonnes mœurs ».

L'article 24 en son alinéa 2 consacre la liberté de la presse : « la liberté de la presse, la liberté d'information et d'émission par la radio et la télévision, la presse écrite ou tout autre moyen de communication sont garantis sous réserve du respect de l'ordre public, des bonnes mœurs et des droits d'autrui. »

L'article 8 de la loi N°96-002 du 22 Juin 1996 fixant les modalités de l'exercice de la liberté de la presse dispose quant à lui que « toute personne a droit à la liberté d'opinion et d'expression ». Il ajoute et précise que : « par liberté d'opinion et d'expression, il faut entendre le droit d'informer, d'être informé, d'avoir ses opinions, ses sentiments et de les communiquer sans aucune entrave, quelque soit le support utilisé, sous réserve du respect de la loi, de l'ordre public, des droits d'autrui et des bonnes mœurs ». L'article 51 (de ladite loi) relatif à la communication audiovisuelle reprend les mêmes dispositions.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																	
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																	
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																	
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																	
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																	

Moyenne de l'indicateur:

5.0

1.2 Le droit à la liberté d'expression est effectif et les citoyens, y compris les journalistes, exercent leurs droits sans crainte.

Le droit à la liberté d'expression des journalistes et des citoyens s'exerce en République Démocratique du Congo, mais les craintes sont réelles à plusieurs niveaux.

Par exemple, un patron de syndicat a dû fuir son domicile pour échapper à une visite nocturne punitive au motif qu'il s'est permis un commentaire critique sur le programme du gouvernement.

De manière générale, les journalistes n'ont pas peur d'écrire leur papier, mais il y a de très fortes pressions qui pèsent après sur eux et qui les amènent à craindre des représailles. Il en est ainsi notamment lorsqu'il s'agit de certaines informations sensibles à cause du verrouillage des sources d'information. Certains journalistes estiment qu'en allant vérifier une information, ils s'exposent à de sérieux ennuis. Un journaliste qui réalise une interview avec un militaire « rebelle » peut être aussitôt poursuivi pour complicité avec l'ennemi sur la base du code pénal militaire où il risque une condamnation à la peine capitale.

Et pourtant l'article 11 de la loi de 1996 dispose en substance que « le journaliste est libre d'accéder à toutes les sources d'information sauf dans les cas prévus par la loi ».

La question qui se pose ici est d'abord celle de la liberté du journaliste de traiter les sujets de son choix. C'est aussi de façon incidente un problème d'effectivité de l'accès aux vraies sources d'information pour traiter correctement une information. De ce point de vue, le journaliste a parfois peur d'aller à la source. Un reporter, par exemple, qui a cherché à vérifier une information sur la paie des militaires a été réprimé. La peur et la crainte existent soit à cause du corset de la

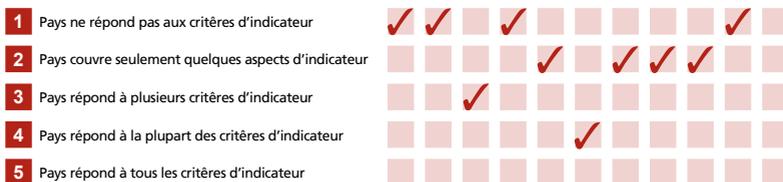
ligne éditoriale dans les médias publics, soit du fait de la psychose des agents de renseignements réputés disséminés partout y compris dans les bus.

Aussi bien au niveau de l’alinéa 2 de l’art 23 de la Constitution que des articles 8 et 51 de la loi du 22 juin 1996, la garantie de la liberté d’expression et de la presse est soumise à des réserves comme « le respect de la loi, de l’ordre public et des bonnes mœurs et des droits d’autrui » dont l’appréciation est laissée à l’autorité. D’où la crainte de remise en cause de la garantie de la liberté d’expression à travers des actes de l’autorité dans la mise en œuvre de cette liberté sous les prétextes d’ordre public par exemple.

A cet effet, du fait de l’imprécision qui caractérise le délit d’ « offense au chef de l’Etat » puni par le Code pénal, tout acte peut tomber sous le coup de cette imputation. Or « ces réserves » devraient « être imposées par la loi » rien que pour « servir un objectif légitime, et être nécessaire à une société démocratique », en vertu de l’article 2 de la *Déclaration de principe de la liberté d’expression* de la Commission Africaine des Droits de l’Homme et des Peuples de 2002.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l’indicateur: **1.9**

1.3 Il n’y a pas de lois, ni des parties de la législation, limitant la liberté d’expressions telles que des lois excessives sur les secrets d’Etat et les délits de presse, ou des lois qui empiètent de façon déraisonnable sur les responsabilités des médias.

Le titre 4 de loi de 1996 portant sur les pénalités applicables aux délits de presse indique clairement en son article 73 que les responsabilités des délits de presse « sont déterminées conformément au code pénal ».

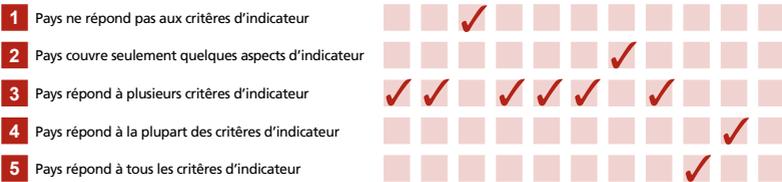
Mais ici, c’est moins le contenu de ce titre 4 que l’application restrictive qui en est faite qui pose problème par rapport à la liberté d’expression. En effet, « l’offense

1.4 Le gouvernement s’efforce d’honorer les instruments régionaux et internationaux sur la liberté d’expression et la liberté des médias.

Cet effort existe de la part du gouvernement qui a ratifié formellement la plupart des conventions internationales notamment la charte africaine des Droits de l’Homme et des peuples, la déclaration de principe de la CADHP sur la liberté d’expression, le traité de la Communauté Economique des Etats d’Afrique Centrale (CEEAC). Toutefois, la mise en application pose problème.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l’indicateur: **3.0**

1.5 Les publications écrites ne sont pas soumises à l’autorisation préalable des pouvoirs publics.

En République démocratique du Congo, l’art 22 de la loi de 1996 soumet les publications écrites à un régime de déclaration. Mais dans la pratique il en est autrement.

En effet, cette disposition de la loi est contournée par une réglementation du ministère de la Communication qui instaure l’exigence d’un récépissé délivré contre le paiement de 500US\$ au moment de la déclaration et 200US\$ tous les deux ans, pour le renouvellement du récépissé.

Dans la pratique, ce récépissé, délivré par le ministère de la Communication, est en définitive le document qui donne droit à la parution d’un journal et non la déclaration. Du coup il s’agit de fait d’un régime d’autorisation avec des contrôles liés au renouvellement.

Malgré ces dispositions, on note une prolifération des journaux.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur:

3.8

1.6 L'entrée dans, et l'exercice de la profession de journaliste ne sont pas restreintes par la loi.

Il n'y a pas à proprement parler de restriction à l'exercice de la profession au sens de l'ordonnance Loi N°81/012 du 02 Avril 1981 portant statut des journalistes œuvrant en RDC qui en ses articles 2 et suivants donne une définition du journaliste et ses conditions de recrutement mais aussi de la perte de la qualité de journaliste.

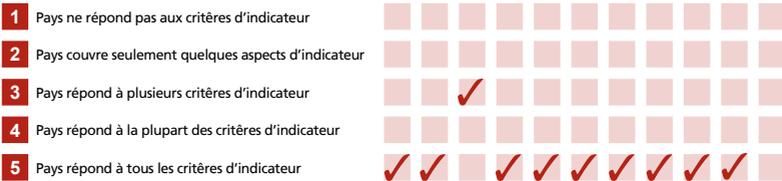
Aux termes de l'art 2 le texte de 1981 indique « Par journaliste professionnel, il faut entendre celui qui se voue d'une manière régulière à la collecte, au traitement ou à la diffusion des nouvelles ou idées dans un ou plusieurs organes d'information et qui tire l'essentiel de ses revenus de l'exercice de sa profession. Il y a deux catégories de journalistes: le journaliste attaché à une rédaction et le journaliste indépendant ».

« Sont assimilés aux journalistes professionnels: les caricaturistes, les traducteurs-rédacteurs, les reporters-photographes, les opérateurs de prise de son et les opérateurs de prise de vues d'actualités, œuvrant pour le compte d'un ou plusieurs organes d'information ».

Certains professionnels, mais aussi les consommateurs des médias regrettent l'anarchie qui s'est installée dans la profession à cause de la trop grande souplesse notée dans la pratique sur les conditions de recrutement en violation de l'art 7 de la même ordonnance Loi de 1981 qui fixe les conditions du recrutement et du stage des journalistes.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: **4.8**

1.7 Les sources confidentielles d'information sont protégées par la loi et/ou par les tribunaux.

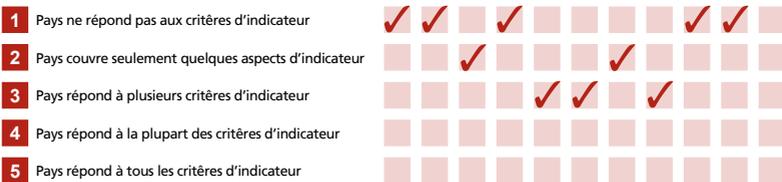
Dans la réalité la protection de ses sources reste encore un combat. En 1996 une marche spéciale a été organisée par les professionnels des médias pour s'opposer à une incise dite « Mende » visant à insérer dans la loi une obligation du journaliste de révéler ses sources. A cette époque, Lambert Mende, actuellement ministre de la Communication, était haut Conseiller de la République (Député) au Haut Conseil de la République - Parlement de transition (HCR-PT).

Un an auparavant un journaliste avait été condamné à 5 mois de servitude pénale et au paiement de 5000US\$ d'amende par le tribunal de grande instance de Mbanza Ngungu (Province du Bas Congo) pour avoir refusé de divulguer ses sources.

Les juges - « pour éclairer le tribunal » - continuent d'exiger aux journalistes traduits devant eux de révéler leurs sources. Ces journalistes sont souvent condamnés quand ils refusent de divulguer leurs sources, en se fondant sur les seules dispositions de l'art 8 de leur code de déontologie.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: **2.9**

1.8 L'information publique est facilement accessible, garantie par la loi et à tous les citoyens.

Malgré la disposition l'art 11 de la loi de 1996, qui indique sans détour que - *le journaliste est libre d'accéder à toutes les sources d'information sauf dans les cas prévus par la loi* - l'accès à l'information publique n'est facile ni aux journalistes ni aux citoyens. Il n'y a pas de loi garantissant l'information publique aux citoyens et aux journalistes.

Le Code pénal militaire dans ses articles 149 et 150 protège certaines informations¹.

Par ailleurs il existe de la part des responsables gouvernementaux et administratifs des pratiques discriminatoires entre les organes de presse. Certaines conférences de presse du gouvernement sont généralement accessibles aux seuls médias favorables au pouvoir. Ex : la conférence de presse du ministre de la communication du 18 Mai 2012.

L'excès de zèle des fonctionnaires demeure encore un obstacle important à l'accès à l'information. Il existe une culture du secret qui entoure le budget de l'Etat, le salaire du président de la République et des membres du gouvernement, et même de simples informations citoyennes comme la déclaration du patrimoine des membres du gouvernement.

La société civile a fait pression pour obtenir la mise en ligne du site du ministère du Budget. Cependant la mise à jour de ce site n'est pas régulière. Au demeurant, les rubriques du budget par leur complexité n'offrent aucune lisibilité pour les citoyens.

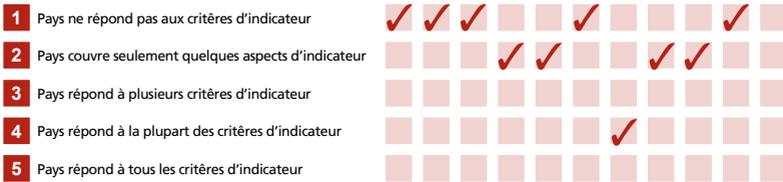
Cependant on note du côté des organisations de la société civile des avancées notamment en ce qui concerne l'accès aux informations sur le budget de l'Etat. Une coalition de la société civile qui milite pour l'adoption d'une législation sur l'accès des citoyens à l'information publique est actuellement en gestation.

¹ Art 149 « Au sens de la présente loi, présentent le caractère de la défense nationale, les renseignements, procédés, faits, objets, documents données informatisées ou fichiers intéressant la défense nationale qui ont fait l'objet de mesures de protection destinées à restreindre leur diffusion. Peuvent faire l'objet de telles mesures, les renseignements, procédés, objets, documents données informatisées ou fichiers classifiés par le ministère de la défense ou le commandant suprême et dont la divulgation est de nature à nuire à la défense nationale ou à conduire à la découverte d'un secret défense »

L'art 150 punit « ceux qui se rendent coupables de la divulgation des informations visées à l'art 149 » des peines allant de 20 Ans de servitude pénale en temps de paix. Lorsque les faits se passent dans une zone de guerre, une peine plus forte peut être appliquée notamment la peine de mort

Le pointage:

Notes individuelles:



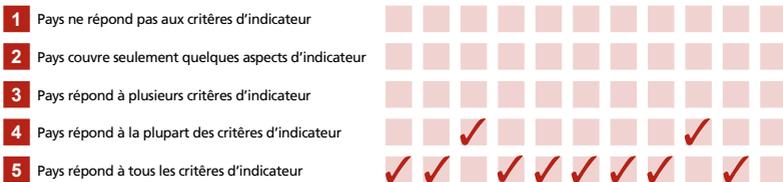
Moyenne de l'indicateur **1.7**

1.9 Les sites web et les blogs ne sont pas tenus d'être déclarés ou d'obtenir l'autorisation préalable des pouvoirs publics.

Il n'existe pas d'obligation de déclaration, et les sites web et les blogs ne sont pas tenus de demander une autorisation préalable. Toutefois, certains sites sont particulièrement surveillés parce que très critiques et virulent vis-à-vis du pouvoir en place. (ex : www.apareco-rdc.org)

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: **4.8**

1.10 L'Etat ne cherche pas à bloquer ou à filtrer le contenu d'Internet à moins qu'il n'y ait des dispositions légales qui servent des intérêts légitimes et qui sont nécessaires dans une société démocratique.

L'Etat cherche en effet à filtrer les contenus d'Internet y compris via le téléphone cellulaire, même s'il ne réussit pas toujours. Après les élections présidentielles de novembre 2011, la connexion Internet a été suspendue pendant un moment, empêchant ainsi les congolais de l'étranger de communiquer avec leurs concitoyens. Des sites comme Yahoo avaient été bloqués aux lendemains de cette même élection présidentielle du 28 novembre 2011.

Pour des raisons liées dit-on à la circulation des données relatives à l'élection présidentielle, les connexions Internet avaient été suspendues pendant trois semaines sans que les citoyens ne soient prévenus.

Dans le même temps, les agents de l'agence nationale du renseignement (ANR) ont investi les cybercafés pour contrôler les sites consultés par les usagers.

Les problèmes de sécurité à l'Est du pays rendent également le contrôle permanent et inopiné sur les téléphones cellulaires équipés du *Bluetooth* soupçonnés de transmettre des images insolites sur la guerre à l'Est.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						

Moyenne de l'indicateur:

1.8

Les lois sur la liberté de la presse (loi 081/011 et loi 96/002), sur le statut du journaliste de 1981, sur le CSAC ont toutes été des textes élaborés par les journalistes et endossés par l'Etat. Cependant, en raison des conflits avec le ministère de la Communication leur adoption a été retardée, et leur application sélective.

Par exemple le texte de loi de 1981 sur la liberté de la presse a été soumis aux états généraux de la communication en 1995 et présentée aux députés pour adoption nonobstant la volonté du ministre de la Communication de soumettre une version différente à l'Assemblée Nationale.

Pour ce qui concerne la loi sur le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication (CSAC), le changement de ministre a bloqué son adoption à temps, mais par la force des choses les délégués des médias ont été impliqués dans l'élaboration de la loi sur le CSAC comme pour celles qui l'ont précédée.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>											
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				

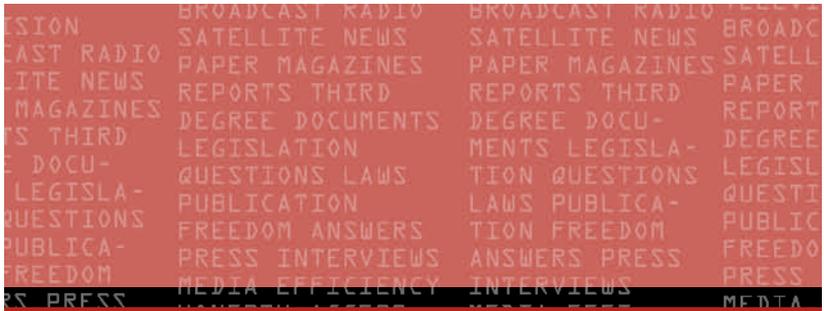
Moyenne de l'indicateur:

3.3

Note du secteur 1:

3.3*

* Dix (10) panelistes ont participé aux discussions du secteur 1, par contre, une onzième (11) paneliste a participé aux discussions des secteurs 2, 3 et 4



SECTEUR 2:

Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la viabilité.



Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la viabilité.

2.1 Une large gamme de sources d'informations (écrites, audiovisuelles, Internet, téléphones portables) est disponible et financièrement accessible aux citoyens.

Il y a en effet une large gamme de sources d'information en République Démocratique du Congo, mais leur accessibilité financière n'est pas effective. On dénombre aujourd'hui plus de 68 chaînes de Télévision, plus de 216 radios toutes catégories confondues et environ 65 journaux paraissant plus ou moins régulièrement sur près de 200 titres déclarés et qui tirent à 1500 exemplaires en moyenne.

Cependant le journal vendu à 1000 francs congolais⁸ coûte cher par rapport au revenu moyen du congolais. Autrement dit, pour se payer son journal, le Congolais doit dépenser presque l'équivalent de son pouvoir d'achat quotidien.

La crise économique de 1990 qui a entraîné une perte du pouvoir d'achat des principaux lecteurs de journaux (fonctionnaires, enseignants) a introduit une nouvelle pratique de lecture et de distribution dont la photocopie des journaux vendue à un coût sensiblement réduit.

L'Internet est encore assez dissuasif par les coûts qui sont pratiqués, mais aussi par la logistique qu'il nécessite, notamment les ordinateurs et l'énergie pour les faire fonctionner, qui sont aujourd'hui hors de portée de la plupart des citoyens. Il convient d'ailleurs de noter que l'Internet n'existe que dans les centres urbains.

S'agissant du téléphone mobile, l'offre de service est détenue principalement par quatre (4) grands opérateurs⁹. Certains parmi eux ont déjà commencé à commercialiser l'Internet mobile ouvrant ainsi une nouvelle gamme de service destinée à une certaine élite.

8 1US\$ = 924CDF

9 Vodacom, Airtel, Tigo (RDC), CCT (Congo Chine Telecom)

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									

Moyenne de l'indicateur:

2.6

2.2 L'accès des citoyens aux médias nationaux et internationaux n'est pas restreint par les pouvoirs publics.

L'accès des citoyens aux médias nationaux et internationaux est restreint par les pouvoirs publics directement ou indirectement. Par exemple il suffit que Radio France Internationale donne une information qui indispose le gouvernement pour que le son soit aussitôt coupé.

Pendant la présidentielle de 2011, il a été formellement interdit aux médias nationaux de relayer leurs homologues internationaux. Une des radios qui relayait « la voie de l'Amérique » a été suspendue pour avoir violé cette interdiction.

Le magazine *Jeune Afrique* en a aussi fait les frais, de même que ses distributeurs, pour avoir publié une interview du président de la république. Le magazine a été interdit de vente et les exemplaires distribués ont été retirés.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									

Moyenne de l'indicateur:

1.5

2.3 Des efforts sont entrepris pour élargir le champ de diffusion de la presse écrite, particulièrement dans les communautés rurales.

Les difficultés pour distribuer les publications dans les zones urbaines sont énormes à fortiori dans les zones rurales. L'absence de voies de communication et de moyens de distribution annihile tous les efforts. Les journaux ont du mal à toucher leur lectorat, et la mise en place d'une messagerie autour de 4 journaux et la collaboration des ONGs, permet de contourner tant bien que mal les obstacles à la distribution des journaux. Cela a une influence sur les journaux dont les tirages les plus importants ne dépassent pas 5000 exemplaires.

Il n'y a pas à proprement parler de circuit de distribution des journaux ni d'entreprise de messagerie. Les solutions sont élaborées selon la « logique du chacun pour soi » pour d'une part, faire face à la montée des photocopies de journaux sans grands succès, et d'autre part à l'hostilité de certaines autorités locales vis-à-vis des titres perçus comme critiques.

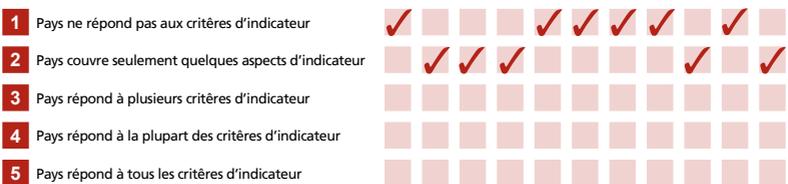
L'alternative semble être trouvée à travers Internet pour des zones comme le Kivu (à l'est du pays) ou l'accès à l'aéroport est très difficile. Les journaux en ligne arrivent ainsi à être lus. Il faut reconnaître que la logique marchande des journaux fait qu'ils gèrent leur production en fonction d'une clientèle ayant un pouvoir d'achat.

Les communautés rurales ne sont pas spécialement visées par l'effort d'élargissement du lectorat des journaux, excepté les cas d'abonnement de certaines firmes comme la Gecamines¹⁰.

A Matadi le chef-lieu de la région du bas Congo à l'ouest, un privé s'est investi dans la distribution des journaux publiés à Kinshasa pour les mettre à la disposition des lecteurs tous les jours à partir de 13H.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

1.5

¹⁰ La société Générale des carrières et mines, une société d'Etat basée à Lubumbashi

2.4 L'indépendance éditoriale de la presse écrite publiée par une autorité publique est protégée contre l'ingérence politique abusive.

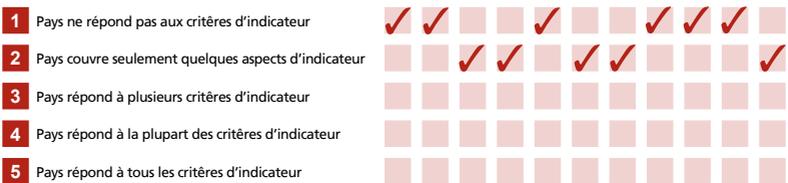
L'art 36 de la loi de 1996 garantit de l'indépendance éditoriale de L'Agence Congolaise de Presse (ACP), la seule structure en matière de presse écrite au Congo publiée par une autorité publique. Cet article dispose que « les médias de l'Etat doivent fonctionner dans l'indépendance ; la neutralité et le respect du principe de l'égalité de tous devant la loi. Ils ne peuvent en aucune circonstance compromettre l'exactitude et l'objectivité de l'information ».

En théorie, il n'y a pas d'ingérence politique abusive, mais dans la pratique les éditoriaux du lundi signé du directeur général intitulé « *le point de l'éditeur* » ressemblent fort à des prises de position de manière ouverte en faveur du pouvoir en place. Or l'éditorial du directeur général engage le journal qui est par conséquent considéré comme la caisse de résonance du parti au pouvoir. Selon certains panélistes, le bulletin de l'ACP est d'ailleurs accusé souvent par des citoyens de faire une exploitation tendancieuse des dépêches favorables au régime au détriment de celles qui sont assez critiques. D'ailleurs le monitoring de l'observatoire des médias congolais (OMEC), fait en 2012 à partir des dispositions de cet article 36 démontre en effet, une distorsion de la production de l'ACP à 95 % en faveur du pouvoir en place.

Certains observateurs ont estimé que depuis la parution du rapport de l'OMEC, la tendance à l'ACP s'est beaucoup améliorée ; ce qui ne veut pas dire bien entendu que l'indépendance de l'ACP est protégée.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 1.5

2.5 Une législation/régulation appropriée de la concurrence cherche à empêcher la concentration des médias et des monopoles.

Il n’y a pas de législation ou régulation de la concurrence dans ce secteur des médias. Il existe plusieurs groupes de médias qui mènent leurs activités sans restrictions sur ce plan. Par exemple, un groupe RAGA a plusieurs chaînes de radios, télévisions, il est aussi sur Internet ; le groupe *Le Potentiel* (presse écrite) est aussi doté d’une radio (radio7), d’une télévision (Télé 7) ; il est aussi sur Internet, de même que les groupes *Avenir*, *Palmarès* et autres.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur										
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur								✓		
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur										
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur										

Moyenne de l'indicateur: 1.2

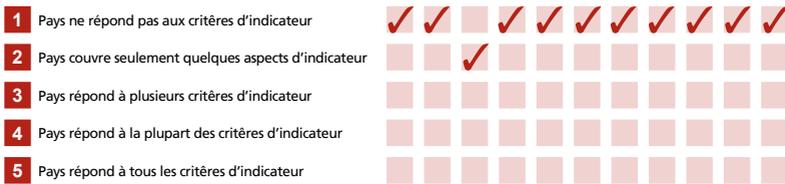
2.6 Le gouvernement promeut un paysage médiatique diversifié, avec des organes de presse économiquement viables et indépendants.

Pourtant, l’article 17 de la loi de 1996 dispose que « l’Etat peut octroyer » une aide à la presse le gouvernement n’a fourni aucun effort visant à renforcer la viabilité des organes de presse. Depuis 2007, il fait voter chaque année un budget pour l’aide à la presse qui est passée de 1 million de dollars Us à 2 millions en 2009, sans jamais l’exécuter : l’argent n’a jamais été reçu, et personne ne sait où va cet argent et qui le dépense.

Selon certains panélistes, il est déjà arrivé que des inspecteurs des finances croyant que cette aide a été perçue se rendent à l’Union Nationale de la Presse Congolaise (UNPC) pour demander les justificatifs de l’utilisation des 2 millions de dollars alloués dans le budget de 2008, alors que l’UNPC n’a vu aucun franc de cet argent.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: **1.1**

2.7 Tous les médias reflètent de façon équitable les voix des hommes et des femmes.

L'Union Congolaise des Femmes dans les Médias (UCOFEM) a réalisé une étude en 2009-2011 pour déterminer, parmi les intervenants dans les médias, le pourcentage d'hommes et de femmes ainsi que les centres d'intérêt de ces personnes. Les conclusions de cette étude montrent que seulement 5% des intervenants dans les medias sont des femmes et ils parlent surtout sur les questions d'éducation et de santé, et que 22% des femmes sont dans les médias en tant que professionnelles.

Ce taux relativement faible s'explique par plusieurs raisons. La première est liée aux capacités des femmes à payer le prix du temps d'antenne, et d'autre part à l'indisponibilité des compétences sollicitées par les médias le moment voulu. Il faut signaler que très souvent ceux qui interviennent dans les médias au Congo sont tenus de payer.

Les rubriques « femmes, genre, famille » n'intéressent guère les femmes, même lorsque l'actualité les met au-devant de la scène, comme à l'occasion du 08 mars marquant la journée internationale de la femme. Ces rubriques ont d'ailleurs tendance à disparaître de certains journaux faute de journalistes pour les animer.

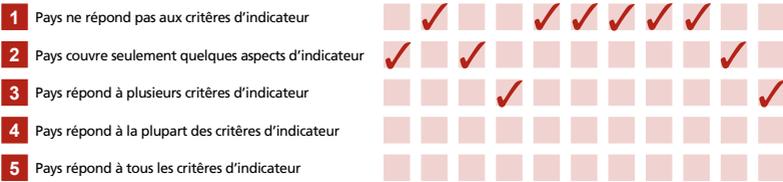
Selon les professionnels la question porte plutôt sur l'angle de traitement. De ce point de vue les médias ne dirigent pas toujours les sujets sur, la femme ou l'homme, mais plutôt sur ce qui fait l'actualité, et l'actualité qui intéresse ceux qui ont un pouvoir d'achat. Or, c'est l'actualité politique qui fait vendre, et malheureusement les femmes s'y intéressent ou y figurent très peu.

On note cependant, que certaines femmes s'expriment avec compétence sur certaines questions y compris sur des sujets qui n'ont rien à voir avec les femmes et pourtant elles sont bien relayées par les médias. Mais en vérité elles sont

peu nombreuses. Certains panélistes estiment que de manière moins explicite les journalistes vont plutôt vers ceux qui donnent le *transport*¹¹ ou *coupage* après la manifestation, par conséquent ceux-là disposent d'une meilleure exposition médiatique.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

1.6

2.8 Tous les médias reflètent de façon équitable les voix de la société dans sa diversité ethnique, linguistique, religieuse, politique et sociale.

Le rapport de l'OMEC du 12 avril 2012 a pu mettre en exergue la dominance de la majorité présidentielle dans les média publics sur l'opposition. Cette inégalité se manifeste surtout sur les questions politiques. Selon les conclusions de l'OMEC « Le constat établi après le monitoring de la semaine du 06 au 12 avril 2012 révèle, pour la RTNC 1, que les différentes couches socioprofessionnelles ont bénéficié de 344 minutes soit 5h44' de temps d'antenne, talonné de très près par les officiels avec 319 minutes soit 5h19', puis de la majorité présidentielle avec 280 minutes soit 4h40' et enfin l'opposition politique 12 minutes de temps d'antenne. Quant à l'ACP, dans ses bulletins du 06 au 12 avril 2012, elle a publié 15 articles sur les officiels, aucun article sur la majorité présidentielle et l'opposition politique. Les autres couches socioprofessionnelles ont bénéficié de 58 articles.

De façon globale on constate une faible production d'émissions dans les quatre grandes langues nationales que sont le *Lingala*, le *Swahili*, le *Tshiluba* et le *Kikongo*. Un journal est diffusé deux fois par jour seulement dans chacune de ces langues. En revanche la presse en langue nationale est inexistante.

C'est au niveau des radios communautaires que la prise en charge de ces questions linguistiques est plus présente.

¹¹ Le coupage c'est une enveloppe donnée par une personne intéressée aux journalistes lors d'un reportage pour les inciter à plus de zèle

Cela, en dépit de l'existence d'environ 450 ethnies qui s'intègrent dans la dynamique de 4 grandes ensembles géolinguistiques qui couvrent les 4 grandes langues nationales.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>										
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>										

Moyenne de l'indicateur:

2.2

2.9 Le pays a une politique cohérente des TICs, ou le gouvernement met en application des mesures encourageantes, qui vise à satisfaire les besoins en informations de tous les citoyens, y compris les communautés marginalisées.

Il n'y a pas encore une politique des TIC malgré le fait qu'il existe un ministère des TIC et une autorité de régulation de la poste et des télécommunications du Congo (ARPTC).

L'électricité qui est la source d'énergie des télécommunications n'est pas toujours disponible à l'intérieur du pays et même à Kinshasa la capitale pour permettre aux citoyens d'accéder aux réseaux d'information y compris le téléphone.

L'absence de volonté politique n'a pas permis de saisir l'opportunité de se connecter à la fibre optique et de profiter de l'Internet à haut débit à l'échéance du 15 mai 2012 à l'instar des autres pays africains.

Cette absence de politique des TIC s'est manifestée lorsque les opérateurs de téléphone mobile ont organisé des campagnes de promotion pour encourager leurs clients à communiquer avantageusement avec le système de bonus, le gouvernement s'est opposé à cette initiative sans justifier ses motivations. Dans le même temps, on note que l'Office congolais des postes et télécommunication (OCPT) qui devait être au cœur de la politique des TIC est aujourd'hui dans une profonde léthargie, et paradoxalement, cela serait le fait des opérateurs privés qui bloquent son développement au niveau du Ministère des PTT.

L'exemple qui a été donné pour illustrer ce paradoxe est l'utilisation du code de référence téléphonique international +243 qui est celui de l'OCPT par les opérateurs de téléphonie et qui les oblige à payer une taxe à l'Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications (ARPTC). Il est établi que certains, parmi les opérateurs ont près de 100 mois d'arriérés de paiement.

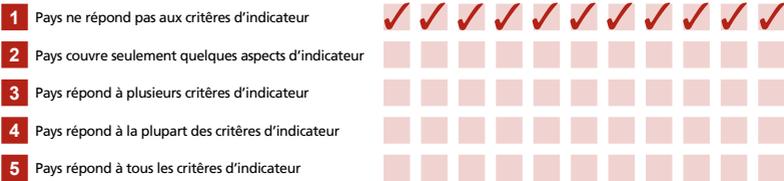
Pis, l'Autorité de régulation des Postes et Télécommunication qui est directement rattachée à la présidence de la République, récupère toutes les recettes générées par le trafic téléphonique au détriment de l'OCPT, qui de ce fait, subi un grand préjudice.

En effet, les appels entrants en RDC ne sont pas rémunérés pour le compte de l'OCPT, car lors des appels téléphoniques en provenance de l'étranger c'est un numéro local qui s'affiche sur les téléphones cellulaires du correspondant en Rd Congo. Autrement dit l'appel ne passe pas par le code +243 et ne peut donc pas être taxés comme un appel international.

On note ainsi un cafouillage entretenu dans le secteur des TIC à des fins inavouées ce qui ne permet pas le développement de ce secteur.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

1.0

2.10 Le gouvernement n'utilise pas son pouvoir sur l'attribution des contrats publicitaires pour influencer le contenu éditorial.

Les contrats publicitaires du gouvernement sont rares. Lorsqu'ils sont attribués, cela s'effectue à la tête du client suivant une procédure de gré à gré.

Ainsi les médias qui en bénéficient ne sont pas toujours ceux qui postulent, mais ceux qui sont politiquement soutenus et présélectionnés à l'avance et très souvent selon leurs affinités avec le régime en place.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓	✓	✓			✓	✓	✓		✓	
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur					✓						✓
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur											
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur				✓						✓	
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur											

Moyenne de l'indicateur:

1.7

2.11 Le marché de la publicité est suffisamment important pour soutenir une diversité d'organes de presse.

Il n'existe pas de marché publicitaire structuré en RDC, encore moins des régies publicitaires au niveau de la presse. Aujourd'hui, les seuls secteurs pourvoyeurs de publicité sont les entreprises de brasserie et de la téléphonie. Malheureusement, elles ne sont intéressées que par la télévision où elles imposent leurs tarifs et les promoteurs de télévision se soumettent faute de mieux.

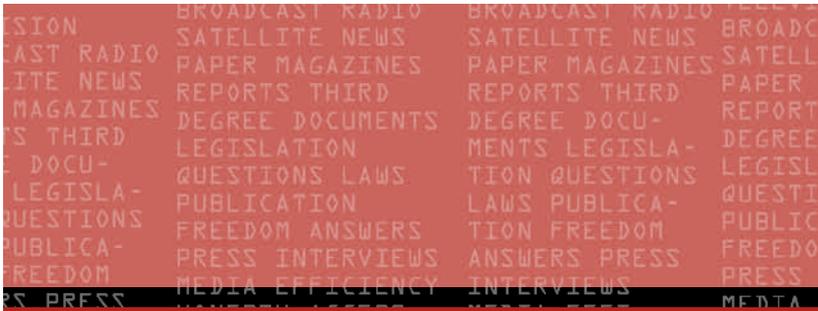
Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>								
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur: 1.2

Note du secteur 2: 1.6



SECTEUR 3:

La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public.



La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public.

3.1 La législation sur l’audiovisuel a été adoptée et est appliquée, et crée un environnement favorable à l’audiovisuel public, commercial et communautaire.

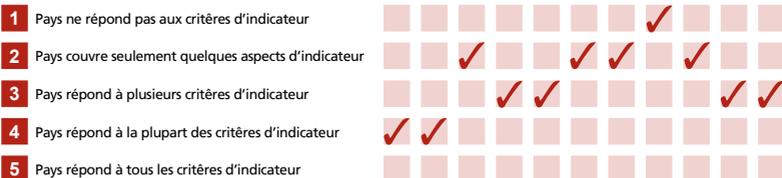
Une législation sur l’audiovisuel existe : c’est le titre III de la loi n°96-002 du 22 Juin 1996 aux articles 50 à 72. L’exposé des motifs de cette loi montre qu’elle crée formellement un environnement favorable à l’audiovisuel en général, mais elle est d’application sélective. Le secteur associatif et communautaire est complètement ignoré.

La Constitution congolaise du 18 Février 2006 en son article 212 consacre le Conseil Supérieur de l’Audiovisuel et de la Communication (CSAC) chargé de « garantir et assurer la liberté et la protection de la presse ainsi que de tous les moyens de communication de masse dans le respect de la loi ». Ce conseil « veille au respect de la déontologie en matière d’information et à l’accès équitable des partis politiques, des associations et des citoyens aux moyens officiels d’information et de communication ».

La Loi organique 011/001 du 10 janvier 2011 portant composition, attributions et fonctionnement du CSAC crée le dispositif de régulation des médias.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l’indicateur: **2.6**

3.2 L'audiovisuel est régulé par un organe indépendant et adéquatement protégé par la loi contre les ingérences, et dont les membres sont nommés de façon transparente et ouverte, en concertation avec la société civile, et qui n'est pas dominé par un parti politique.

Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication (CSAC) est théoriquement un organe indépendant et protégé contre toute ingérence. Selon l'exposé des motifs de la loi organique 011/001 du 10 janvier 2011, « le CSAC exerce la régulation des contenus tandis que le règlement et les infrastructures demeurent du domaine du Gouvernement ».

Parmi ses attributions, le CSAC est chargé de donner des avis techniques à priori et à posteriori sur toutes les matières concernant les médias audiovisuels, la presse écrite et électronique ; de donner son avis conforme avant toute attribution de fréquences et avant toute délivrance de récépissé de la presse audiovisuelle, écrite et électronique aux impétrants du secteur », (art 9).

L'article 24 de la Loi organique n° 11/001 du 10 janvier 2011 dispose ainsi qu'il suit :

« Le Conseil est composé de quinze membres désignés de la manière suivante :

- 1 membre par le Président de la République ;
- 2 membres par l'Assemblée nationale ;
- 2 membres par le Sénat ;
- 1 membre par le Gouvernement ;
- 1 membre par le Conseil supérieur de la magistrature ;
- 3 membres par les associations des professionnels des médias, à raison d'un membre pour chaque secteur d'activité, à savoir : la radiodiffusion sonore, la télévision, la presse écrite;
- 1 membre représentant du secteur de la publicité ;
- 1 membre par le Conseil national de l'ordre des avocats ;
- 1 membre par les associations des parents d'élèves et d'étudiants, légalement constituées;
- 2 membres par les associations de défense des droits des professionnels des médias, légalement constituées.

Cette désignation tient compte de l'expertise dans le secteur des médias, de la représentation nationale ainsi que de celle de la femme ».

Dans les faits, le CSAC subit des interférences de la part de l'Agence Nationale des Renseignements (ANR) et aussi du pouvoir en place. Certains membres du CSAC ont été imposés sans l'approbation de leur base; parfois on y retrouve des personnalités venant de structures qui ne figurent pas parmi les structures appelées à désigner un représentant au conseil.

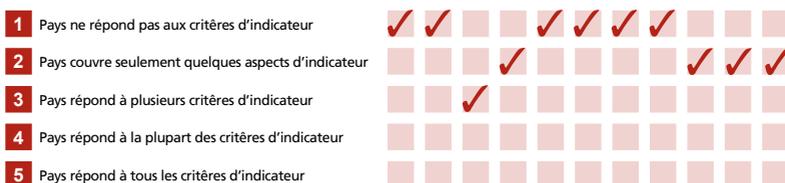
Le Président de la République lui-même a nommé contrairement à ce qui est prévu par les textes des membres du CSAC en dehors des listes proposées par les organisations professionnelles. C’est le cas des représentants des associations de défense des droits des professionnels des médias.

Les relations entre le ministère de la Communication et le CSAC sont presque des relations de subordination. Le ministre, faut-il le signaler, a ainsi décidé en 2011 la suspension pour une longue durée de deux médias audiovisuels (*Lisanga Télévision*, et *Canal Futur Télévision*) appartenant respectivement à un ancien député et un ancien président de l’Assemblée Nationale au mépris des dispositions régissant le CSAC.

Même des Maires empiètent sur les prérogatives du CSAC. Un des leurs, édile de la ville de Butembo, dans le Nord Kivu, à l’Est de la RDC a décidé la fermeture de la « Radio Liberté » sans aucune décision du CSAC en avril 2012.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: **1.6**

3.3 L'organe régulant les services et les licences audiovisuels, le fait dans l'intérêt du public, et assure l'équité et la diversité de vues représentant la société dans son ensemble.

« Le CSAC est chargé de donner son avis conforme avant toute attribution de fréquences... », art 9 de la loi organique 011/001. Cependant dans les faits c’est le ministre de la Communication qui administre les fréquences. Il estime d’ailleurs que les membres du CSAC sont redevables aux autorités qui les ont choisis.

Le CSAC n'est pas complètement dans son rôle et est considéré comme trop faible pour exercer la plénitude des compétences qui lui sont dévolues. En lieu et place, le ministre de la Communication régule les fréquences tout en étant lui-même propriétaire d'une radio. Il agit ainsi prioritairement pour son compte et dans l'intérêt de son camp.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur														
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur														
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur														
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur														

Moyenne de l'indicateur: **1.0**

3.4 Le diffuseur public/d'Etat est responsable devant le public par l'intermédiaire d'un conseil d'administration représentatif de la société dans son ensemble et désigné de manière indépendante, ouverte et transparente.

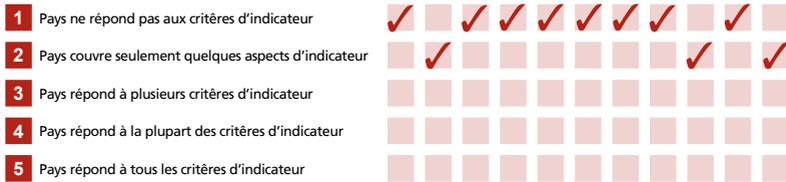
Dans le cas d'espèce, c'est plutôt le contraire. Suite à la réforme intervenue dans les établissements publics en 2011, la Radio Télévision National Congolaise (RTNC) qui est le diffuseur public a certes un nouveau conseil d'administration et un nouveau directeur général. Mais dans la pratique la RTNC est plutôt responsable devant les dirigeants du parti au pouvoir.

Selon les articles 9 et 10 du décret n 03/62 du 03 décembre 2009, le conseil d'administration de la RTNC est composé de cinq membres au maximum dont le directeur général. Ils sont nommés, relevés de leurs fonctions ou révoqués par le Président de la République sur proposition du gouvernement.

Ceci étant, le conseil d'administration n'est pas représentatif de la société dans son ensemble. En effet il ne compte pas de représentant de la société civile, et les mandataires ont été nommés par le chef de l'Etat de façon discrétionnaire parmi les personnalités appartenant à la majorité au pouvoir.

Le pointage:

Notes individuelles:



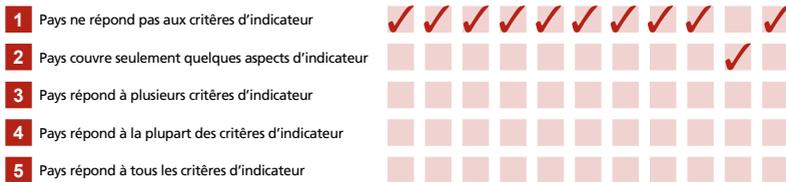
Moyenne de l'indicateur: 1.3

3.5 Les fonctionnaires nommés à des positions politiques et les membres de partis politiques, ainsi que les personnes qui ont des intérêts financiers dans le secteur de l'audiovisuel, ne sont pas membres du conseil d'administration du diffuseur public/d'Etat.

Dans le cas de la RTNC c'est tout le contraire. Le conseil d'administration est plutôt dirigé par des fonctionnaires et des membres du parti présidentiel, le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) qui veille à mettre ses fidèles à la direction de la RTNC. La preuve, aujourd'hui la plupart des membres du conseil d'administration sont des fonctionnaires et des politiciens du parti au pouvoir ou de la majorité présidentielle.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 1.1

3.6 L'indépendance éditoriale du diffuseur public/ d'Etat de toute influence politique est garantie par la loi et appliquée.

La loi garantit l'indépendance éditoriale du diffuseur public d'Etat comme média de service public, mais dans les faits cette indépendance n'est pas vécue. « La communication audiovisuelle publique est pluraliste. Elle ne peut en aucun cas, être monopolisée au profit d'une seule opinion ou d'un groupe d'individus ». (Loi N°96-002 du 22 Juin 1996, art. 53).

La RTNC se comporte comme un média partisan avec un personnel nommé pour défendre les intérêts d'un camp. Les animateurs des émissions-débats à la RTNC sont tous des membres ou proches du parti au pouvoir, et les débats sont biaisés pour servir le parti. L'indépendance éditoriale est aussi fortement influencée par la présence massive de militaires dans l'enceinte de la RTNC, y compris sur les contenus des émissions et sur les invités, dont plusieurs redoutent en effet des représailles en cas de propos critiques vis-à-vis du pouvoir.

D'ailleurs pendant les élections, des voix s'étaient élevées pour demander le départ des militaires afin de laisser à la police la charge d'assurer la sécurité des lieux. Déjà en 2007 des journalistes ont été arrêtés à la RTNC, envoyés au camp militaire présidentiel dénommé le camp « Tshatshi » au motif qu'ils étaient hostiles au chef de l'Etat. La RTNC, c'est tout le contraire du Chapitre 2 de la charte africaine sur la radiodiffusion qui engage les Etats signataires à assurer un service public de radiodiffusion protégé contre les interférences et dans l'intérêt public.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								

Moyenne de l'indicateur:

1.6

3.7 Le diffuseur public/d'Etat est financé de manière à le protéger contre toute ingérence arbitraire dans son budget, et contre toute pression commerciale.

Chaque année, en effet, un budget est élaboré et voté pour la RTNC. Il est complété par les recettes additionnelles venant de la publicité, et aussi des produits venant d'autres services comme l'hôtel de la RTNC¹². Ce budget comprend trois volets : les salaires payés par l'Etat, le budget d'investissement et le budget de fonctionnement. Son mode de financement fait que le budget n'est pas toujours mis à disposition au moment voulu à cause des pesanteurs de l'administration d'Etat. A cela s'ajoute le fait que les salaires sont payés par l'Etat, ce qui lui donne un moyen de s'ingérer dans son fonctionnement. C'est l'une des raisons pour lesquelles la RTNC n'est pas encore en mesure de fonctionner comme un média de service public.

Le paradoxe est que la RTNC est sur le satellite, ce qui veut dire qu'il existe des ressources financières permettant d'assurer cette présence. Par conséquent la question est moins celle du financement, mais plutôt de la volonté politique d'en faire un véritable service public.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								

Moyenne de l'indicateur:

1.6

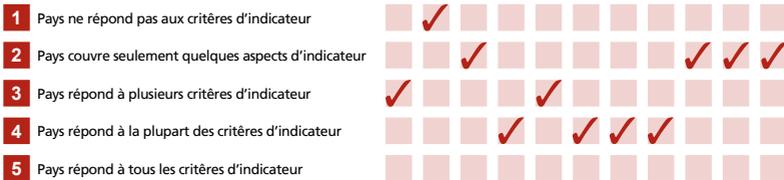
3.8 Le diffuseur public/d'Etat est techniquement accessible sur toute l'étendue du territoire national.

Théoriquement la couverture du territoire est assurée à travers le bouquet satellitaire. Cependant dans plusieurs zones comme à Bukavu, à Katana (50km de Bukavu) ou à Zongo dans la province de l'Equateur, la RTNC est inaccessible.

12 *L'hôtel de presse INVEST* qui appartient à la RTNC mais dont la gestion financière est confiée à un privé qui reverse des royalties mensuellement à la RTNC. *Invest* est situé dans l'enceinte même de la RTNC, dans la commune de Lingwala, à Kinshasa.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: **2.8**

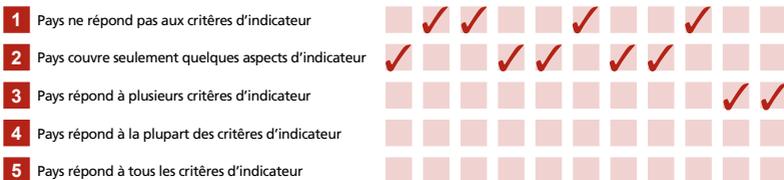
3.9 Le diffuseur public/d'Etat offre une programmation variée qui prend en compte tous les intérêts.

La programmation est certes variée, mais elle ne prend pas en compte tous les intérêts. Les populations qui sont critiques vis-à-vis du pouvoir n'ont pas accès aux ondes de la RTNC, et ne sont pas couvertes par la RTNC. Par exemple lorsque les populations d'un quartier de Kinshasa ont manifesté pour revendiquer leur accès à l'eau potable l'événement a été censuré.

En revanche les activités du Chef de l'Etat et des membres du gouvernement occupent l'écrasante majorité des programmes et du journal particulièrement.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: **1.8**

3.10 Le diffuseur public/d’Etat fournit des informations équilibrées et justes, reflétant l’ensemble des différents points de vue et opinions.

L’art 24 al 4 de la Constitution du 18 Février 2006 dispose que « les médias audiovisuels et écrits d’Etat sont des services publics dont l’accès est garanti de manière équitable à tous les courants politiques et sociaux. Le statut des médias d’Etat est établi par la loi qui garantit l’objectivité, l’impartialité et le pluralisme d’opinions dans le traitement et la diffusion de l’information ».

Dans la pratique, on ne peut pas dire que les informations fournies par la RTNC sont équilibrées, puisqu’il s’agit d’informations partisans, même si leur justesse n’est pas contestable. En outre, la prépondérance de l’information partisane politique notamment, induit une discrimination de certains points de vue discordants. La RTNC reflète donc rarement – par les contenus qu’elle diffuse – les différents points de vue qui s’expriment dans l’espace public congolais.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d’indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d’indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d’indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d’indicateur	<input type="checkbox"/>										
5	Pays répond à tous les critères d’indicateur	<input type="checkbox"/>										

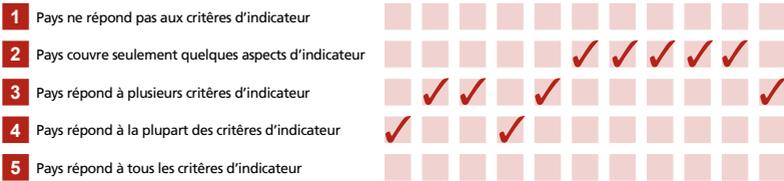
Moyenne de l’indicateur: **1.6**

3.11 Le diffuseur public/d’Etat présente un contenu local aussi varié et créatif qu’économiquement réalisable.

La RTNC diffuse en effet un contenu local et varié à travers ses émissions culturelles. Elle diffuse en effet de la musique congolaise. Mais, les critiques qui lui sont adressées portent surtout sur le traitement de l’information de proximité, l’information politique et la production de programmes locaux attractifs.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

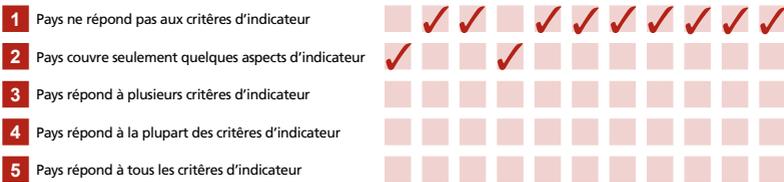
2.4

3.12 L'audiovisuel communautaire bénéficie d'une promotion spéciale du gouvernement étant donné sa capacité à ouvrir l'accès aux ondes aux communautés.

La loi ne reconnaît même pas l'audiovisuel communautaire et associatif. D'ailleurs si les radios communautaires existent c'est grâce aux partenaires extérieurs et aux ONG, d'où le risque de dénaturation de leurs rôle et mission.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

1.2

Note du secteur 3:

2.3



SECTEUR 4:

Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.



Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.

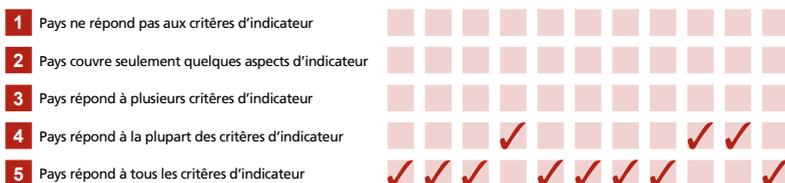
4.1 Les médias suivent volontairement des codes de normes professionnelles qui sont appliqués par des organes d'autorégulation qui traitent les plaintes du public.

Il existe en République démocratique du Congo un code de normes professionnelles, à savoir le *Code de déontologie des journalistes en RDCongo* adopté le 04 mars 2004. Ce code élaboré par les professionnels est appliqué par l'observatoire des médias congolais (OMEC) qui dans le cadre de l'autorégulation fait le monitoring des médias et traite des plaintes du public.

L'OMEC est assisté dans sa tâche par la commission de discipline de l'Union Nationale de la Presse du Congo (UNPC). Comme le souligne un responsable de l'UNPC, l'OMEC joue le rôle de procureur, la commission de l'UNPC celui du juge. Fait important, c'est l'UNPC qui délivre la carte professionnelle et traite en même temps des cas jugés graves de violation du Code.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

4.7

4.2 Le niveau de traitement de l'information obéit aux principes de base d'exactitude et d'impartialité.

Comme déjà indiqué les principes de base d'exactitude et d'impartialité ne sont pas respectés ni dans les médias public, ni dans les autres médias en général, excepté quelques rares cas.

Cependant, depuis 2005 avec la mise en œuvre du code de déontologie et de l'OMEC, il y a eu des changements qualitatifs sur les dérives des médias avec une nette tendance au retour à l'équilibre dans le traitement de l'information notamment dans des chaînes de télévisions comme NUMÉRICA, ANTENNE A,. A côté de ces deux chaînes précitées, RADIO OKAPI et TOP CONGO sont dans le tempo des principes de base.

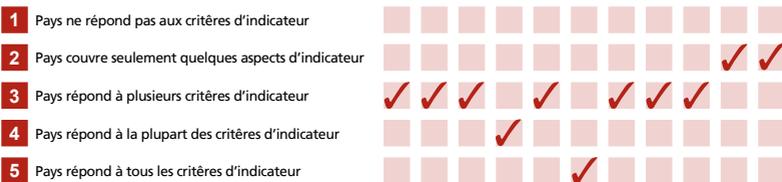
Mais un fait demeure dans le paysage audiovisuel : c'est la dichotomie entre les chaînes proches du pouvoir et celles proches de l'opposition. Ces deux catégories d'offres opposées imposent aux consommateurs d'avoir les deux versions d'information pour se faire une opinion.

Néanmoins dans le nouveau paysage médiatique, les organes sont de plus en plus sensibles aux rapports que rend public l'OMEC à la suite de son monitoring, même s'il reste encore des « résistants » (radio LISANGA DE KINSHASA, RADIOTÉLÉVISION OCÉAN PACIFIQUE, au Kasai Oriental, Nyota de Lumumbashi, DIGITAL CONGO.)

Il faut noter que les principaux problèmes concernant le traitement de l'information viennent surtout des « médias sans domicile professionnel fixe » (SDPF) créés à l'initiative des hommes politiques pour régler des comptes. Selon des panélistes, en 2010 un journal éphémère avait publié un article sur M. Kendo Wa Dondo l'accusant d'être le financier d'une rébellion sans aucune preuve. Ce journal a été défendu par un membre du gouvernement lorsque l'UNPC a voulu le sanctionner. Par ailleurs il a été également noté la pratique du plagiat : par exemple plusieurs organes de presse dont la RTNC reprennent les dépêches de l'Agence Congolais de Presse (ACP) sans citer la source.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

3.1

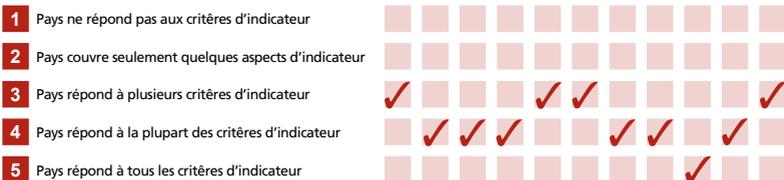
4.3 Les médias couvrent tous les évènements, sujets et cultures, y compris les questions économiques, culturelles, locales, et les sujets d'investigation.

Tous les événements et tous les sujets ne sont pas couverts par les médias. Particulièrement les sujets économiques et les sujets d'investigation sont très peu nombreux dans les contenus de la presse et à fortiori à la radio et à la Tv. Selon les journalistes, cela serait dû aux coûts élevés des enquêtes dans ces domaines. Une autre raison souvent évoquée est l'inaccessibilité aux données chiffrées sur l'économie.

L'agence congolaise de presse en revanche s'améliore considérablement dans la couverture d'un large spectre avec quasiment toutes les rubriques. D'ailleurs le bulletin de l'ACP est régulièrement repris par les grands journaux privés comme « le Phare » ou « le Potentiel ».

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

3.7

4.4. L'égalité des chances, quels que soient la race ou l'ethnie, le groupe social, le sexe, la religion, les handicaps physiques, est promue dans les organes de presse.

Il n'y a aucun organe de presse qui fait de la discrimination entre ces différentes catégories. Cependant il y a une réalité propre à la presse écrite avec ses contraintes de bouclage entre autres qui font que seuls environ 30% des effectifs sont aujourd'hui des femmes.

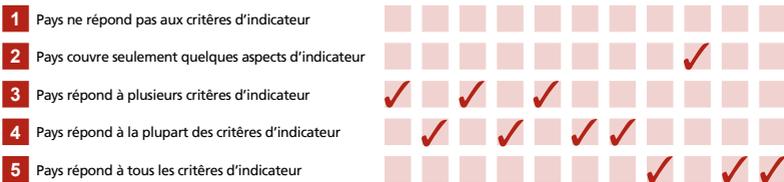
Mais au fond la question qui se pose dans le secteur est plus celle de la compétence et des profils des personnes, plutôt que celle relative à l'égalité entre les différents sexes, car lorsque la compétence existe, elle est promue. Par exemple, il y a un excellent caricaturiste, handicapé physique, qui fait partie du dispositif rédactionnel d'un grand organe de presse à Kinshasa.

A la RTNC environ 1/3 des effectifs est composé de femmes avec une proportion plus importante à la télévision. Cependant elles sont peu nombreuses aux postes de direction.

Néanmoins, certaines considérations socioprofessionnelles font que dans certaines situations l'employeur préfère choisir un homme plutôt qu'une femme.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

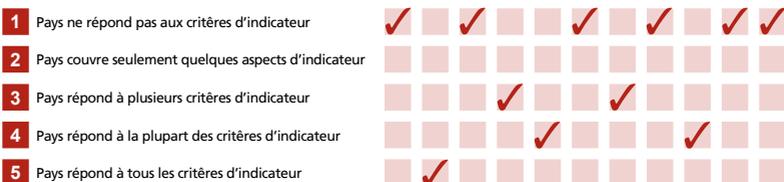
3.8

4.5 Les journalistes et directeurs de publication n'exercent pas l'autocensure.

A la RTNC, la pratique de l'autocensure est systématique avec à la clé une demande d'explication qui plane sur la tête des agents. Mais plus généralement dans les autres organes de presse l'autocensure s'impose souvent en règle lorsque les journalistes se trouvent devant une information extrêmement sensible. « Notre démocratie ne l'est que de nom » et sans avoir une source officielle pour équilibrer l'information détenue, la règle de l'autocensure s'impose pour la plupart des professionnels.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.3

4.6 Les propriétaires des principaux médias privés n’empiètent pas sur l’indépendance éditoriale.

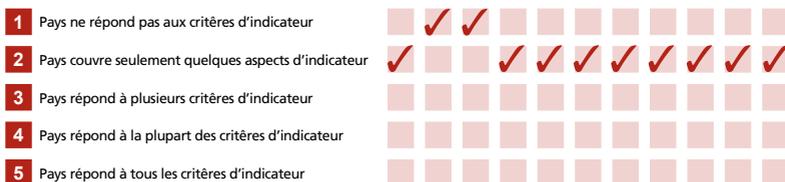
Les propriétaires de médias qui ne sont pas des journalistes professionnels ont tendance à interférer sans retenue dans l’indépendance éditoriale. Par exemple, il est arrivé qu’un propriétaire arrive dans son organe de presse à 23H pour demander qu’on change des articles alors que le journal est déjà bouclé : les agents n’ont eu d’autres solutions que de s’exécuter.

Pis, un autre a demandé à ses gardes du corps de rouer de coups un journaliste dans sa rédaction au motif que le journaliste en question avait publié un article qui n’arrangeait pas ses affaires.

Cependant, il existe des propriétaires d’organes de presse complètement irréprochables de toute immixtion, mais ils sont peu nombreux.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l’indicateur:

1.8

4.7 Les journalistes et les organes de presse sont intègres et ne sont pas corrompus.

Une campagne avait été organisée par la corporation en 2005 contre le « coupage », considéré comme la corruption des journalistes. Cette pratique consiste à « euphoriser » l’information moyennant quelques billets de banque. Certains l’appellent aussi « transport ou sauvetage ».

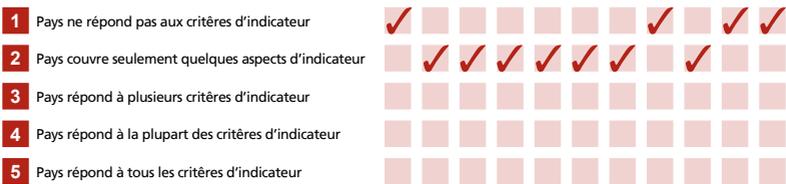
Cette pratique gêne fortement certaines rédactions à cause du retard noté pour l’envoi des papiers des reporters. En effet, le reporter envoyé pour couvrir un événement peut revenir à la rédaction parfois 5 heures après la manifestation à cause de l’attente de ce fameux « transport ». Certaines rédactions ont dû demander à leurs reporters d’envoyer des éléments par SMS en attendant le papier intégral pour une première mise en ligne.

Pour d'autres, la cause de la corruption est générale voire « sociétale », et la pratique est presque systématique et donc jouit d'une impunité totale, même jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat.

Néanmoins les dirigeants des organisations des journalistes sont préoccupés par cette situation et cherchent des voies et moyens pour y mettre fin.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

1.6

4.8 Les niveaux de salaire et les conditions générales de travail des journalistes et des autres acteurs des médias sont appropriés.

Il existe des organes de presse où les journalistes ne sont pas du tout rémunérés. Dans d'autres cas, les journalistes se retrouvent actuellement avec 22 voire 27 mois d'arriérés de salaire.

Pourtant dans la convention collective des journalistes il y a un barème de salaire qui oscille entre 150 et 540 US\$ par mois, mais dans la réalité c'est difficile de le voir appliqué.

Les conditions de recrutement sont dans une certaine mesure une des causes de cette précarité. Généralement les organes de presse recrutent des reporters et journalistes sans contrat de travail. Et pourtant, au moment de l'embauche, l'employeur doit faire signer un contrat qui au bout de 6 mois est réputé à durée indéterminée.

Les agents de l'État congolais, y compris ceux employés à la RTNC, étaient sous payés à tel point que certains employeurs ne se sentaient pas obligés d'améliorer les conditions de travail des journalistes attendant l'issue des discussions avec l'Etat pour apporter des améliorations.

Par exemple le dernier salaire à la RTNC était de 50 000 FC¹³ aujourd'hui il est de l'ordre de 235 000 francs congolais, ce qui représente environ 250 US\$. Cette révision de la grille des salaires de la RTNC a donné un coup de pouce aux salaires dans le secteur des médias.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓	✓	✓					✓		✓	
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur				✓		✓	✓		✓		✓
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur					✓						
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur											
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur											

Moyenne de l'indicateur:

1.6

4.9 Les professionnels des médias ont accès à des structures de formation qui offrent des programmes de qualification ainsi que des opportunités d'améliorer leurs compétences.

Il existe des structures de formation universitaires telles que l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (IFASIC), mais aussi des structures de formation pratique comme l'Institut Congolais de l'Audiovisuel (ICA) géré par la RTNC, et des formations de recyclage proposées par l'ACP.

L'Institut Congolais de l'Audiovisuel (ICA) propose un curriculum dont les coûts de formation sont exorbitants et hors de portée de la majorité (235US\$ / module).

Le Centre de formation des journalistes et informaticiens (CEFOJI) organise des cours de formation pour les professionnels et le grand public.

Ces structures de formation sont situées dans la capitale ; ce qui pourrait constituer un handicap pour les congolais de l'intérieur où l'on n'a pas d'informations sur des structures de formation existantes.

¹³ Environ 54US\$

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							

Moyenne de l'indicateur:

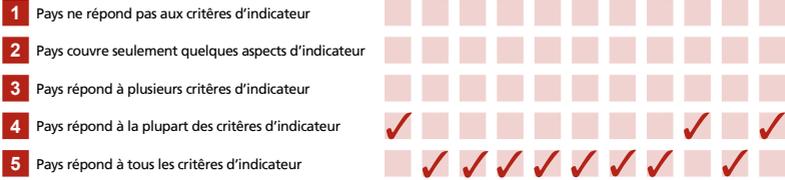
2.9

4.10 Les journalistes et les autres acteurs des médias sont organisés en syndicats et/ou associations professionnelles, qui défendent leurs intérêts de manière efficace.

En effet, il y a plusieurs associations de professionnels qui défendent leurs intérêts de manière assez efficace. On peut en citer quelques-unes : L'Association Nationale des Editeurs du Congo (ANECO - patronat), l'Association Nationale des Employeurs de l'audiovisuel Privé (patronat), l'Union Nationale de Presse du Congo (UNPC), l'Union congolaise des Femmes dans les médias (UCOFEM), l'Association nationale des entreprises du portefeuille (ANEP secteur public), le Syndicat National des Professionnels de la Presse (SNPP).

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 4.7

Note du secteur 4: 3.0

MOYENNE DE TOUS LES SECTEURS: 2.4

La voie à suivre

1. Quels changements y a-t-il eu dans l'environnement des médias ces trois dernières années ?

Changements positifs :

L'analyse de l'environnement des médias révèle que plusieurs changements sont intervenus entre 2006 et 2012.

Certains ont été qualifiés de positifs notamment :

- La mise en place du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication (CSAC) avec une composition et un fonctionnement différents de l'ancienne Haute Autorité des Médias (HAM).
- L'Observatoire des Médias Congolais (OMEC) a atteint sa vitesse de croisière dans ses activités avec l'application du code de déontologie des journalistes adopté en 2004
- Adoption d'une nouvelle convention collective des professionnels de médias en 2009
- Multiplicité des chaînes de radio et télévision
- Meilleur accès à Internet et développement des sites médias
- Adoption de la loi n° 11/004 du 25 juin 2011 portant redevance sur les appareils récepteurs d'émissions audiovisuelles.
- L'adoption des nouveaux statuts de la RTNC et de l'ACP
- Amélioration de la situation sociale des travailleurs de la RTNC et de l'ACP
- Création d'organisations professionnelles

Changements négatifs :

- Le Conseil supérieur de l'audiovisuelle et de la communication a perdu toute indépendance vis à vis du ministre de la Communication : ce qui constitue un recul par rapport à son prédécesseur (la HAM).
- Disparition d'organisations d'appui à la démocratie
- Augmentation du nombre d'assassinat de journalistes

2. Quel type d'activités faut-il mener pendant les années prochaines ?

- Le lancement du rapport de l'AMB 2012 en RDC.
- Organisation du colloque sur les redevances Télé et le service public de l'audiovisuel (RTNC)
- L'organisation de formations et de sessions de recyclage pour renforcer les capacités des journalistes.
- L'organisation d'une campagne pour l'accès à l'information.
- Le déblocage de l'aide à la presse avec une initiative de l'UNPC et des Associations professionnelles pour engager le premier ministre et le ministre du budget à s'exécuter.
- Application de la convention collective des journalistes, notamment sa signature, son impression et son lancement à la date du 07 Octobre
- Campagne pour la dépénalisation des délits de presse ;
- Campagne pour la sécurité des journalistes et pour la liberté d'expression (10 décembre 2012)

La réunion du panel a eu lieu à Zongo du 19 au 20 Mai 2012.

Les Panélistes:

Médias :

1. Martin Mukania Kamande, journaliste Directeur de publication
2. Stanislas Nkundiyé, journaliste syndicaliste
3. Polydor Muboyayi Mubanga, journaliste, éditeur, président organe d'autorégulation des médias
4. Blandine Mafutala Nafissa, journaliste, audiovisuel public
5. Marcellin Kalombo Nkokesha, journaliste, presse écrite publique

Société Civile :

6. Pierre Emmanuel Monsengo N'gankoy, syndicaliste
7. Cecile Tshiyombo, enseignante
8. Jérémie Nitu, informaticien
9. Benoit Mazunda, pasteur
10. Lisette Mavungu Thamba, avocate
11. Mme Annie SAYE, activiste

Rapporteur :

Mamadou Ndao

Modérateur :

Gabriel Ayité Baglo

Documents, législations et rapports consultés

1. La Constitution de la République Démocratique du Congo adoptée le 18 février 2006
2. Loi n° 11/004 du 25 juin 2011 portant redevance sur les appareils récepteurs d'émissions audiovisuelles.
3. Loi N°96-002 du 22 Juin 1996 fixant les modalités de l'exercice de la liberté de presse
4. Loi organique n° 11/001 du 10 janvier 2011 portant composition, attribution et fonctionnement du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication
5. Ordonnance loi n° 81/012 du 02 Avril 1981 portant statut des journalistes œuvrant en République du Zaïre.
6. Décret n°09/62 du 03 décembre 2009 fixant les statuts d'un établissement public dénommé RadioTélévision Nationale Congolaise, en sigle « RTNC »
7. La Déclaration de principe sur la liberté d'expression de la CADHP d'octobre 2002.
8. Extraits du code pénal congolais pour comprendre les textes juridiques sur la liberté de presse au Congo. Panos Paris
9. Extraits du code pénal militaire congolais. Idem
10. Le rapport de monitoring de l'OMEC Mars 2012
11. La convention collective des journalistes
12. Le code de déontologie des journalistes en R D Congo publié par l'OMEC



AFRICAN MEDIA BAROMETER

The first home grown analysis of the
media landscape in Africa

DRC 2012
DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO



English Version

The African Media Barometer (AMB)

The African Media Barometer (AMB) is an in-depth and comprehensive description and measurement system for national media environments on the African continent. Unlike other press surveys or media indices the AMB is a self-assessment exercise based on homegrown criteria derived from African Protocols and Declarations like the “*Declaration of Principles on Freedom of Expression in Africa*” (2002) by the “African Commission for Human and Peoples’ Rights” (ACHPR)¹. The instrument was jointly developed by *fesmedia Africa*, the Media Project of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) in Africa, and the Media Institute of Southern Africa (MISA) in 2004.

The African Media Barometer is an analytical exercise to measure the media situation in a given country which at the same time serves as a practical lobbying tool for media reform. Its results are presented to the public of the respective country to push for an improvement of the media situation using the ACHPR-Declaration and other African standards as benchmarks. The recommendations of the AMB-reports are then integrated into the work of the 19 country offices of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) in sub-Sahara Africa and into the advocacy efforts of other local media organizations like the Media Institute of Southern Africa.

Methodology and Scoring System

Every two to three years a panel of 10-12 experts, consisting of at least five media practitioners and five representatives from civil society, meets to assess the media situation in their own country. For 1 1/2 days they discuss the national media environment according to 45 predetermined indicators. The discussion and scoring is moderated by an independent consultant who also edits the AMB-report.

After the discussion of one indicator panel members allocate their individual scores to that respective indicator in an anonymous vote according to the following scale:

1	Country does not meet indicator	
2	Country meets only a few aspects of indicator	
3	Country meets some aspects of indicator	
4	Country meets most aspects of indicator	
5	Country meets all aspects of the indicator	

¹ The ACHPR is the authoritative organ of the African Union (AU) mandated to interpret the African Charter on Human and Peoples’ Rights.

The sum of all individual indicator scores will be divided by the number of panel members to determine the average score for each indicator. These average indicator scores are added up to form average sector scores which then make up the overall country score.

Outcome

The final, qualitative report summarizes the general content of the discussion and provides the average score for each indicator plus sector scores and overall country score. In the report panellists are not quoted by name to protect them from possible repercussions. Over time the biennial or tri-annual reports are measuring the media development in that particular country and should form the basis for a political discussion on media reform.

In countries where English is not the official language the report is published in a bilingual edition.

Implementing the African Media Barometer the offices of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) and - in SADC countries the Media Institute of Southern Africa (MISA) - only serve as a convener of the panel and as guarantor of the methodology. The content of the discussion and the report is owned by the panel of local experts and does not represent or reflect the view of FES or MISA.

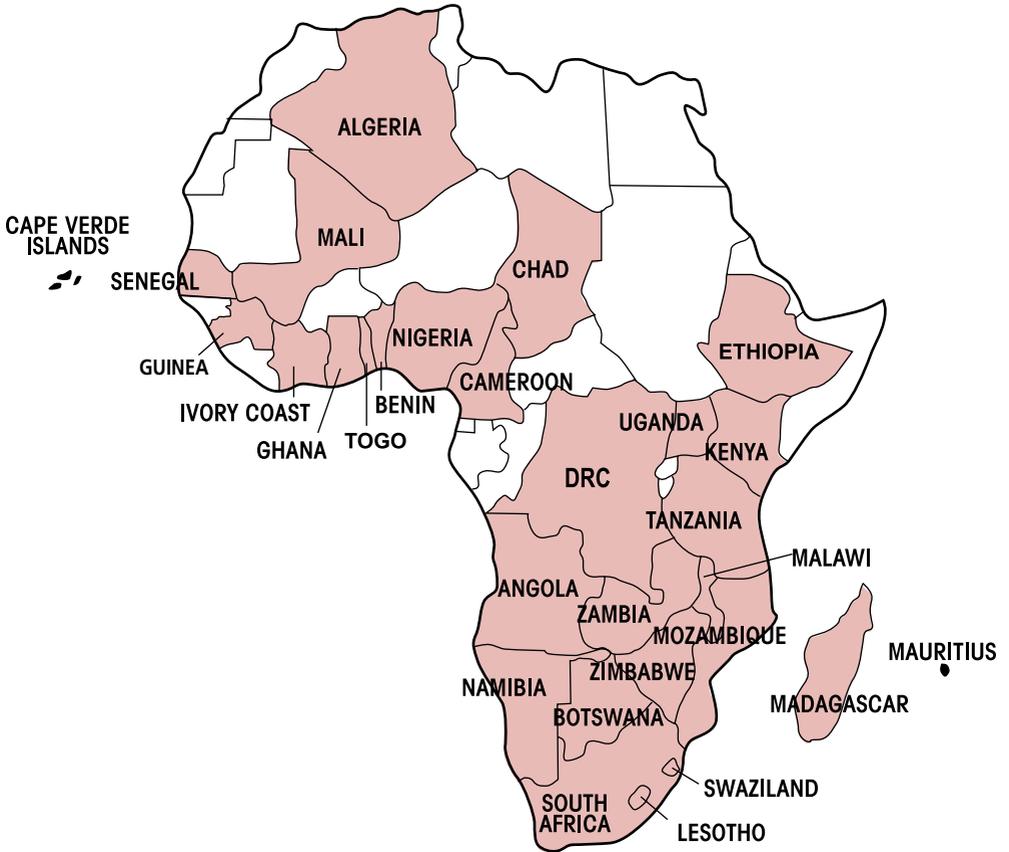
At the end of 2008 the indicators were reviewed, amended and some new ones were added to address the rapid developments in Information Communication Technology².

By the end of 2012 the African Media Barometer had been held in 29 African countries, in some of them already for the third time.

Mareike Le Pelley
Head of fesmedia Africa
Friedrich-Ebert-Stiftung
Windhoek
Namibia

Zoe Titus
Regional Director
Media Institute of Southern
Africa (MISA)
Windhoek, Namibia

² Consequently, the comparison of some indicators of previous reports is not applicable (n/a) in some instances in which the indicator is new or has been amended considerably. Furthermore sector scores are not applicable (n/a) as indicators have been moved.



See above 29 AMB Countries (2005-2012)

CONTENT

SUMMARY: 64

SECTOR 1: 73

Freedom of expression, including freedom of the media, is effectively protected and promoted.

SECTOR 2: 87

The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

SECTOR 3: 99

Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

SECTOR 4: 111

The media practise high levels of professional standards.

WAY FORWARD: 121

African Media Barometer

DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO (DRC)

Summary

The Democratic Republic of Congo (DRC), (the former Zaïre), is a vast country of 2.5 million square kilometres in size, rich in natural resources, which generates a lot of attention. This partly explains its politically tumultuous, painful and controversial history made up of a succession of coup d'états, civil wars and chronic instability, which began in the 2000s. The key representative figures, since independence in June 1960, have been: Patrice Emery Lumumba, Joseph Kasa Vubu, Joseph Désiré Mobutu and Laurent Désiré Kabila.

At the time this report was being put together, on 19 and 20 May 2012, the country was still embroiled in a latent war, violent confrontations occurring sporadically between rebel and government forces in the East of the country. Despite the lack of an official census for decades, the DRC's population today is estimated at 60 million people.

The Constitution that was adopted on 18 February 2006, its regulatory laws as well as its organic laws protect freedom of expression including freedom of the press. However, some provisions of the Law no. 96-002 of June 1996 concerning the exercise of the freedom of the press (article 73) clearly stipulate that offences by the press are dealt with in the Penal Code. Article 78 of this law includes « treason » as an offence, punishable by the death penalty.

It is under these circumstances, that the right to freedom of expression for citizens and journalists is exercised in the DRC though with apprehension. Generally speaking, journalists are not scared to write their articles but remain subjected to very strong pressures and serious consequences, fearing reprisals. Over the past eight years, the average number of journalists assassinated with complete impunity was on average one per year.

The government has been making an effort to ratify most of the international and African conventions, notably the African Charter of Human Rights and People's Rights, the Declaration of Principles on Freedom of Expression, the Economic Community of West African States (ECOWAS) Treaty and others, but implementation remains uncoordinated.

Legally speaking, public authorities have to receive notice of written publications. In practice, however, under an order issued by the Ministry of Communication, a receipt and payment of US\$500 at the time of notification are necessary; lack thereof is punishable by closure (of the press body). Renewed payment of

US\$200 is required every two years: This is a thinly veiled authorisation by the same Ministry, which grants the licences of broadcasters.

The journalistic profession is not subject to restrictions. It is, however, subject to an internship, which varies in duration according to previous education: one year for those who graduated from journalism schools and two years for candidates from other disciplines. Recipients receive their official press cards at the end of the internship, handed over by the Congolese National Press Union (UNPC), in virtue of Law no. 81/012 of 2 April 1981 on the status of journalists.

Access to public information is as difficult for journalists as it is for citizens, given that no law guarantees access.

The 1996 Law stipulates that “a journalist is free to access all sources of information” but in reality the protection of these sources remains contested. Despite political and legal pressures, journalists keep refusing to reveal their sources basing themselves on the Code of Ethics.

Setting up websites and blogs does not require any authorisation or preliminary permission. The State, however, through its intelligence agents tries to filter Internet content, including via mobile phones, especially during election times and the armed conflict in the East of the country.

Although there is a Ministry of Information Communication Technologies and a regulatory authority for Post and Telecommunications (ARPTT), no policy on Information and Communication Technologies (ICT) is in place yet. Electricity, which is the source of energy for telecommunications, is not available throughout the country, not even in Kinshasa. This makes access to broadcasting services and electronic media, including phones, very difficult for citizens.

Congolese journalist and media organisations but also other civil society organisations have defended the freedom of the press through a number of protest marches, the publication of memoranda, communiqués. A lot of the laws relating to the media – generally progressive – are most often the result of successive battles of media professionals pitted against the Ministry of Communication. These laws have yet to be effectively rather than selectively implemented.

There is a large variety of media in the DRC: over 68 television channels, over 216 radio stations of all sorts and about 65 newspapers – out of almost 200 titles declared – are published more or less regularly, drawing an average of 1500 copies per issue. The costs are not affordable to everyone: newspapers are sold at 1000 Congolese Francs (about US\$1), which basically equals what the average Congolese lives off per day. The practical costs and logistics that go with it, still are a deterrent to accessing the Internet; the computers notably and energy to get them running, are presently out of reach for the vast majority of the population.

The Congolese Press Agency (ACP) is the sole public body for print media. In practise, this agency is not in control of its editorial independence as outlined by the law. Courier companies in charge of distribution are non-existent. As a result publications are difficult to distribute in urban areas, the interior of the country and in the rural areas, given the lack of communication lines.

Depending on election times, tensions or war, access to international media is sometimes restricted by the authorities: signals for international radio and television stations cut, international newspapers banned. There is no legislation to regulate competition in the media sector. Media groups have as many press bodies, as they are financially able to afford.

Every year since 2007, the government has been voting on budgets to support the media. This budget, which increased from US\$ 1 million to US\$ 2 million in 2009, has never reached its beneficiaries.

A study undertaken by the Union of Congolese Women in the Media (UCOFEM) revealed that in 2011, only 5% of women featured in the media, speaking about education and health matters. The number of women media professionals stands at 22%; they are predominantly to be found in the audiovisual media sector. No media body discriminates against the different layers of society. Political matters, however, are handled in an uneven manner in public media. Monitoring conducted by the Congolese Media Observatory (OMEC) in April 2012 highlighted the dominance of the presidential majority in the public media sector over the opposition.

Advertising contracts by the government are rare but are often attributed without objective criteria and in a partial manner on an ad hoc basis. There is no advertising market nor are there advertising companies within the media sector. The only sectors that commission advertising are brewing and phone companies.

Chapter III of Law no. 96-002 of 22 June 1996 focuses on legislation relating to the audiovisual sector in articles 50 to 72. This law specifies an enabling environment for the audiovisual sector in general but it completely ignores local and community media and its application is selective. These media only exist due to patrons, outside partners and NGOs.

Under article 212, the Constitution foresees the establishment of the High Council for Broadcasting and Communication (CSAC). Its area of competence is restricted to "guaranteeing and ensuring the freedom and protection of the media as well as all means of mass communication in compliance with the law." The CSAC also has the duty to "watch over professional ethics in terms of news and the equitable access of political parties, associations and citizens to official means of information and communications."

According to the Organic Law no. 011/001 of 10 January 2011, which established it, the CSAC theoretically is an independent body, protected against any interference. However in terms of regulating the audiovisual sector, the CSAC only exercises the "regulation of content while the regulations and infrastructure remain under the purview of the Government."

The CSAC is tasked with giving its opinion before attributing frequencies and before issuing any receipts to broadcasters, print and electronic media. In practise, the Ministry of Communication administers and grants frequencies. The CSAC does not fulfil its role entirely and is considered as being very weak to fulfil its responsibilities entirely. Instead, the Ministry of Communications regulates frequencies and the broadcasting sector.

As a result of the state media's last reforms in 2011, the Congolese National Radio Television (RTNC) has a new board of directors and a new director general. The board consists of five members, including the director general, appointed, relieved of their functions or dismissed by the President of the Republic upon recommendation of the government. The board of directors is not representative of society in its entirety. It features no civil society representative and the representatives are nominated by the Head of State in a discretionary manner from among the civil servants and majority party members. In practise, the RTNC reports back to the ruling party heads.

The law guarantees the RTNC's editorial independence as a public media service provider but in actual fact it acts as partisan media with staff selected to defend the interests of a camp. Hosts of debating shows at RTNC are members of or closely aligned to the party in power and the debates are biased in order to serve the party.

With its method of financing the RTNC is not yet in a position to operate like a public media service provider. A satellite bouquet theoretically ensures coverage for the national territory but various areas of the country are not covered. It broadcasts local and diverse content through its cultural programmes but programming does not take all interests into account. News broadcasts by the RTNC are unbalanced and rather partisan. The activities of the Head of State and the members of government heavily dominate the majority of programmes and televised news.

There is a "Code of Ethics for journalists in the DRC", which media professionals adopted on 4 March 2004 and which is applied by the OMEC, handling complaints citizens lodge. Generally speaking, basic principles of accuracy and impartiality are not adhered to, except for a few rare exceptions in the media. However, since the OMEC, with the support of the Congolese National Press Union (UNPC), put the Code of Ethics into place in 2005, noticeable qualitative changes towards handling news in a more balanced way can be observed.

Congolese media hardly cover economic and investigative topics. Media professionals mention the exorbitant costs these reports incur but also the inaccessibility of information and statistics on the economy. Nevertheless, the reality of partisan journalism remains prevalent: the dichotomy between media closely aligned to power and those known to be close to the opposition, imposes two versions of the news to the users who ultimately have to form their own opinion. Overall, media bodies practise self-censorship for a number of reasons. Some media owners tend to interfere – without restraint – in editorial independence.

Another form of ethical digression expresses itself through a phenomenon referred to as “brown envelope journalism” some refer to it as “*coupage*” or “*transport*” (in French). This practise consists in “elating” information by means of a few bank notes. A campaign against this phenomenon, which can’t only be blamed on journalists, initiated by professionals of the corporation has been under way since 2005. Corruption, met with total impunity, is virtually systemic throughout society, reaching the highest echelons of the State.

Recruitment conditions are, to a certain extent, one of the reasons for this precariousness. Generally, press bodies recruit reporters and journalists without offering them work contracts. Certain media bodies don’t pay a salary and by default, employees are owed two to three year’s salaries. Within the private media the collective bargaining agreement for journalists, which is in the process of being implemented, foresees a remuneration, which ranges between US\$150 and US\$540 a month but it is not being applied yet. With the new reforms public media suggest a basic salary ranging around US\$230.

Besides tertiary training structures for communication, such as the Institute for Information and Communication Sciences (IFASIC), there are also internal training structures such as the Congolese Audiovisual Institute (ICA) run by the RTNC and the ACP offers retraining courses. Media professionals organise themselves in associations and unions, which defend the freedom of and the interests of the media.

SECTOR 1:

Freedom of expression, including freedom of the media, is effectively protected and promoted.

Freedom of expression, including freedom of the media, is effectively protected and promoted.

1.1 Freedom of expression, including freedom of the media, is guaranteed in the constitution and supported by other pieces of legislation.

Freedom of expression, including freedom of the press is guaranteed by the Constitution and protected by law. The Constitution of the Democratic Republic of Congo, adopted on 18 February 2006, formally guarantees the freedom of expression and the freedom of the press, outlined in articles 23 and 24.

Paragraph 1 of Article sets out that “everybody has the right to freedom of expression” before continuing in paragraph 2 that “this right includes the freedom to express one’s opinions or convictions, notably verbally, in writing and visually, subject to the respect for the law, public order and public decency.”

Paragraph 2 of Article 24 is dedicated to freedom of the press: “freedom of the press, freedom of information and broadcasting via radio or television, print media or all other means of communication are guaranteed, provided that public order and decency and the rights of the other are respected.”

Article 8 of Law no. 96-002 of 22 June 1996, which establishes the modalities of how freedom of the press should be exercised, specifies: “every individual has the right to freedom of opinion and expression.” It adds and expands that: “by freedom of opinion and expression, is meant the right to be informed, to have one’s opinions, feelings and to communicate these unfettered, regardless of the medium used, subject to the respect of the law, public order, the rights of others and morality.” Article 51 of the same law, regarding audiovisual communication is based on the same stipulations.

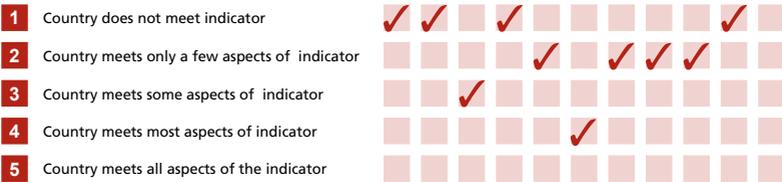
editorial line of public media or due to the fear of intelligence officers known to be planted everywhere including in the bus.

According to paragraph 2 of article 23 of the Constitution, as well as articles 8 and 51 of the Law of 22 June 1996, the guarantee of freedom of expression and the press is subject to reservations such as “the respect of the law, of public order and public decency and rights of others”. The interpretation of these stipulations is at the discretion of the authorities. This is the basis of the concern that the guarantee of freedom of expression may – through interference by the authorities – call into question the implementation of this freedom under the pretence of public order, for example.

To this effect, given the vagueness that characterizes “offending the Head of State”, which is punished under the Penal Code, any act can fall under this charge. However, “restrictions” should “be imposed by the law” solely to “serve a legitimate interest and be necessary in a democratic society” in virtue of Article 2 of the *Declaration of Principles on Freedom of Expression* of 2002 of the African Commission of Human and Peoples’ Rights (ACHPR).

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.9

1.3 There are no laws or parts of laws restricting freedom of expression such as excessive official secrets or libel acts, or laws that unreasonably interfere with the responsibilities of media.

Title 4 of the 1996 Law focusing on the punishment applicable for media offences clearly indicates in article 73 that those responsible for media offences “are punished in line with the Penal Code”.

At this stage, it is less the content of the above-cited title 4, than the restrictive application with regards to freedom of expression. Thus “offending the head of

state” foreseen under article 77 of the 1996 Law is not defined in a precise way; the judge hence applies it at his/her own discretion.

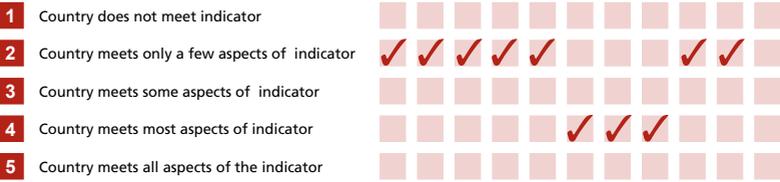
In the same fashion, the wording of article 78 of the same 1996 Law is perceived as a limitation and unreasonable encroachment on the media’s responsibilities in the context of the current war in the East of the DRC. Essentially it states that: punished for treason will be all those who in times of war will have:

- *incited the combating forces to join a foreign power;*
- *knowingly partaken in a campaign of demoralisation of the army or the general population with the aim of harming the national defence;* or
- *provided (directly or indirectly) information, a document or procedure that needs to be kept secret in the interest of national defence” through written communication or any other written, pictorial or spoken support to a foreign power, sold or publicly transmitted. And the punishment for treason can be sentenced with the death penalty.*

On the basis of these exceptional rules linked to the period of war in the East of the country, the media, due to these dispositions, cannot cover criminal acts committed by officers in the army.

Scores:

Individual scores:



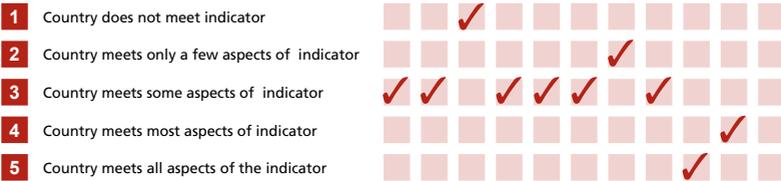
Average score: 2.6

1.4 The Government makes every effort to honour regional and international instruments on freedom of expression and freedom of the media.

The government has formally ratified most international conventions, notably the African Charter for Human and People’s Rights, the Declaration of Principles on Freedom of Expression, the Economic Community of West African States (ECOWAS) Treaty. Implementation, however, remains a problem.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.0

1.5 Print publications are not required to obtain permission to publish from state authorities.

Article 22 of the Democratic Republic of Congo's 1996 Law subjects written publications to a system of registration (*regime de declaration*). In practise, the situation is otherwise.

In actual fact, this disposition of the law is circumvented by means of a regulation by the Ministry of Communication, which requires a receipt issued in exchange for payment of US\$500 at the time of this "registration" of a publication and US\$200 every two years for the renewal of the receipt.

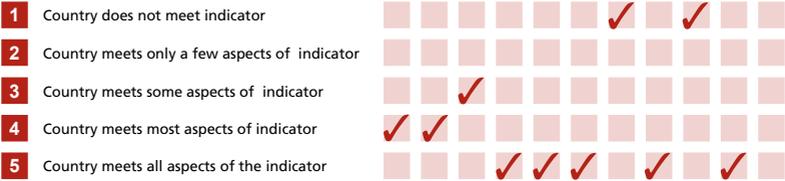
In practise, this receipt issued by the Ministry of Communication, ultimately is the document, which grants a newspaper the right to publish, and not the declaration.

Therefore, this is a case of an 'authorisation scheme' with inspections linked to its renewal.

Despite these dispositions, it should be noted that there is an explosion of newspapers.

Scores:

Individual scores:



Average score: 3.8

1.6 Entry into and practice of the journalistic profession is not restricted by law.

There are, strictly speaking no restrictions on who can practice the profession in the sense of the ordinance of Law no. 81/012 of 2 April 1981, concerning journalists working in the DRC, which under Articles 2 and following, provides a definition of journalists' duties and the recruitment modes.

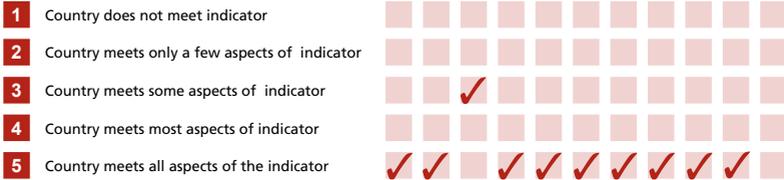
According to the conditions laid out in article 2, the 1981 text states: "A professional journalist is a person researching, gathering, utilising and presenting information for one or more media bodies as their main, regular and remunerated occupation. There are two kinds of journalists: a journalist linked to an editorial office and freelancers."

"Put on par with professional journalists shall be cartoonists, translators-editors, photo-journalists, sound and camera operators, working for, on behalf of one or more press bodies."

Some professionals but also media consumers regret the anarchy that has settled into the profession because in practise the conditions of recruitment are too flexible and are in violation of article 7 of the same ministerial order, the 1981 Law, which defines the conditions of recruitment and journalistic internships.

Scores:

Individual scores:



Average score: 4.8

1.7 Confidential sources of information are protected by law and/or the courts.

In practise, the protection of these sources remains a battle. Media professionals organised a special march in 1996 to oppose what was referred to as the “Mende Bill”, which aimed at including a clause to the law that would require journalists to reveal their sources.

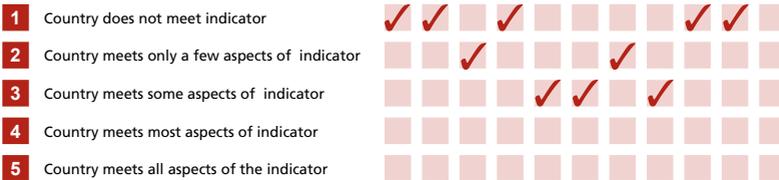
At the time, Lambert Mende, current Minister of Communications, was senior advisor of the Republic (Deputy) at the High Council of the Republic – Parliament of Transition (HCR-PT).

One year earlier, the Mbanza Ngungu (Lower Congo Province) District Court had condemned a journalist to five months prison and payment of a fine of US\$5,000 for having refused to disclose his sources.

In order “to enlighten the Court”, the judges continue to require that journalists brought in front of them disclose their sources. These journalists are often found guilty when they refuse to disclose their sources, basing themselves instead solely on the provisions of article 8 of their Code of Ethics.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.9

1.8 Public information is easily accessible, guaranteed by law, to all citizens.

Even though provisions made by Article 11 in the 1996 Law, clearly indicates that – a journalist is free to access all sources of information except in cases highlighted by the law – access to public information is not easy, neither for journalists nor for citizens. There is no law that guarantees (access to) public information to citizens and journalists.

The Military Penal Code in its articles 149 and 150 protects certain information¹. Moreover, there are some discriminatory practices that exist from the side of the government and administrative officials towards media bodies. Some government press conferences are generally only accessible to media closely aligned to power, e.g. the Minister of Communication's press conference held on 18 May 2012.

Over-zealous officials remain a significant obstacle to the access to information. A culture of secrecy prevails that surrounds the State budget, the salary of the President of the Republic and the members of government, and even simple civic information such as the Law on Declaration of Assets of members of the government.

Civil society applied pressure on the Budget Ministry in order to compel it to get its website to go live. Updates for this site, however, are not done on a regular

¹ Article 149 states that "According to this law the nature of national security, information, procedures, facts, objects, documents, computerised data or files involving national security that have been subject to measures to limit their dissemination, is defined. Information, procedures, objects, documents, computerised data or files classified by the Ministry of Defence or the Supreme Commander and the disclosure of these being of such consequence that it may threaten national defence or to lead to the discovery of a military secret, can be subjected to these measures."

Article 150 punishes "those who fall guilty of disclosing information referred to in article 149" with up to 20 years of imprisonment in times of peace. When it occurs inside a war zone, a stronger sentence is applied, notably the death sentence.

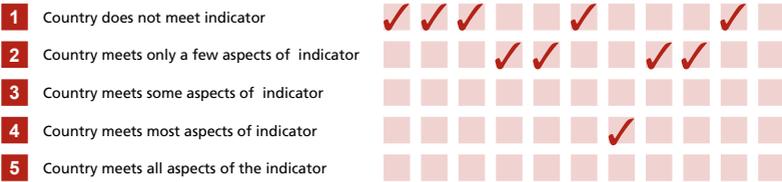
basis. Moreover, the budget headings, given their complexity, offer citizens no readability.

Civil society organisations, however, have made progress, notably with regards to gaining access to information on the state budget.

A civil society coalition that campaigns for the adoption of legislation on access to public information for citizens is currently being established.

Scores:

Individual scores:



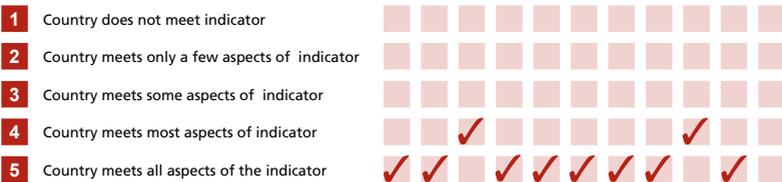
Average score: 1.7

1.9 Websites and blogs are not required to register with or obtain permission from state authorities.

Congolese law does not require any preliminary permission for launching a website or blog and these are run without such permission. Some sites, however, because they are very critical and virulent towards the ruling power, receive particular attention and are particularly monitored , e.g. www.apareco-rdc.org.

Scores:

Individual scores:



Average score: 4.8

1.10 The State does not seek to block or filter Internet content unless laws provide for restrictions that serve a legitimate interest and are necessary in a democratic society.

The State in actual fact does endeavour to filter online content including via mobile phones even if it does not always succeed in doing so. In the wake of the presidential elections in November 2011, Internet connections were suspended for some time, preventing Congolese living outside the country to communicate with their fellow citizens back home. Sites such as Yahoo were blocked the day after these presidential elections were held on 28 November 2011.

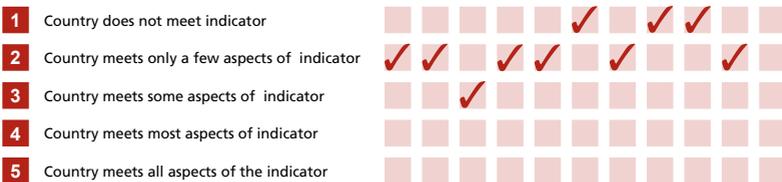
For reasons related to the circulation of information about the presidential election, Internet connections were suspended for three weeks without citizens receiving any prior notice.

National Intelligence Agency (ANR) agents took over Internet cafes in order to control the sites users visited, during this time.

Security issues in the East of the country also lead to permanent and unannounced checks of mobile phones equipped with Bluetooth, suspected of disseminating unusual images of the war in the East.

Scores:

Individual scores:



Average score:

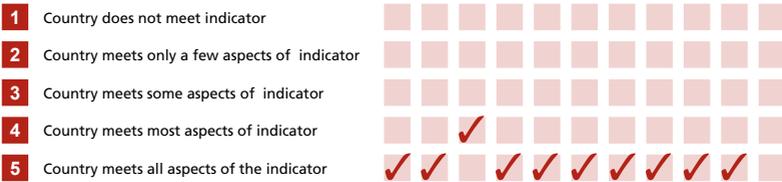
1.8

1.11 Civil society in general and media lobby groups actively advance the cause of media freedom.

This goes for organisations of Congolese journalists and media but also other civil society organisations (e.g. the NGO *la voix des sans voix*; Voice of the Voiceless VSV). These actions manifest themselves through protest marches, the issuing of memoranda, and communiqués. For example, a protest march was organised by the main organisations of journalists (UNPC², OMEC³, SNPP⁴, JED⁵, UCOFEM⁶) when a Member of Parliament insulted a journalist, and a memorandum was handed over to the Speaker of the National Assembly.

Scores:

Individual scores:



Average score: 4.9

1.12 Media legislation evolves from meaningful consultations among state institutions, citizens and interest groups.

Media laws are most likely the result of successive battles pitting media professionals against the Ministry of Communication.

The laws on the freedom of the press (Law 08/011 and Law 96/002), the 1981 Law on the status of journalists and on the CSAC are all texts developed by journalists and endorsed by the State. Due to disagreements with the Ministry of Communication, however, their adoption has been delayed and their implementation is selective.

The text for the 1981 Law on the Freedom of the Press, for example, was submitted to the parliamentary communications committee in 1995 and

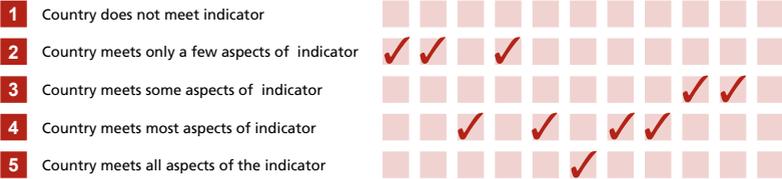
2 Congolese National Press Union (UNPC)
 3 Congolese Media Observatory (OMEC)
 4 National Union of Media Professionals (SNPP)
 5 *Journalistes en Danger (JED)*
 6 Congolese Union of Women in Media (UCOFEM)

presented to Members of Parliament for adoption even though the Minister of Communication wanted a different version presented to the National Assembly.

With regards to the Law on the High Council for Broadcasting and Communication (CSAC), the ministerial change blocked its adoption in time but the media delegates were involved in the formulation of the law on the CSAC just like they were for those laws preceding it.

Scores:

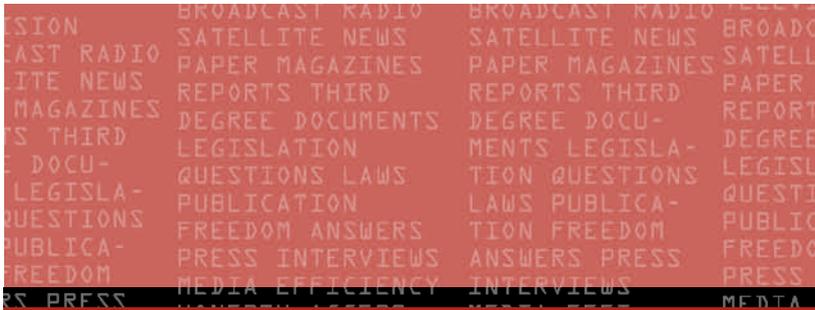
Individual scores:



Average score: 3.3

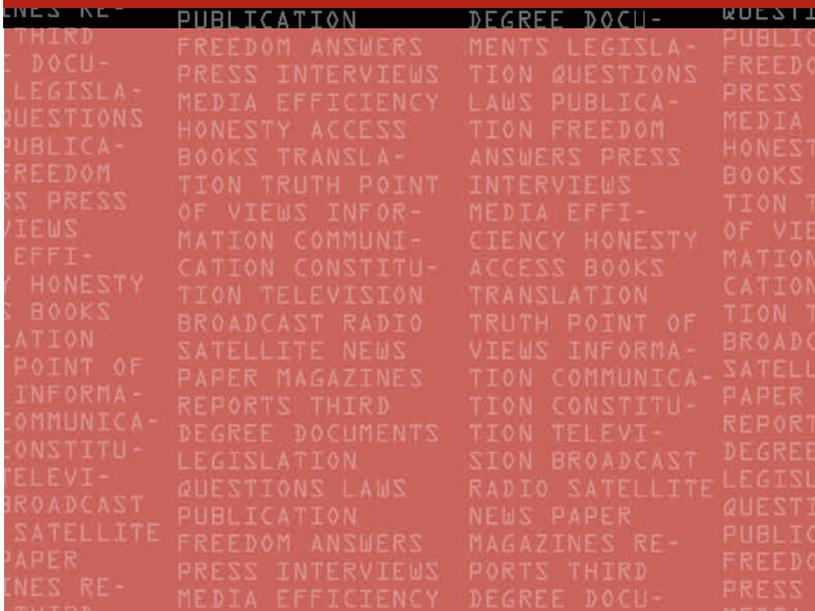
Average score for sector 1: 3.3*

* For Sector 1 there were only 10 panellists, an 11th panellist joined for the discussions of Sector 2, 3 and 4.



SECTOR 2:

The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.



The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

2.1 A wide range of sources of information (print, broadcasting, internet, mobile phones) is accessible and affordable to citizens.

There is indeed, a broad range of information and news sources available in the Democratic Republic of Congo but they are not financially accessible. There are a total of 68 television channels, more than 216 radios of all sorts and about 65 newspapers are published more or less regularly from almost 200 titles declared, drawing 1500 copies on average.

Newspapers sold at 1000 Congolese⁷ Francs, however, are expensive in relation to the average Congolese salary. In other words, in order to buy their newspaper, readers must spend almost the equivalent of what the average Congolese has to live off per day.

The economic crisis of 1990 brought about a drop in the purchasing power of core newspaper readers (officials, teachers) and introduced new practices for reading and distribution, such as photocopying newspapers which sold at a reduced cost.

High Internet costs are still a deterrent but also computers and the power to run these, are out of reach for most citizens. It is important to note that Internet can only be found in urban areas.

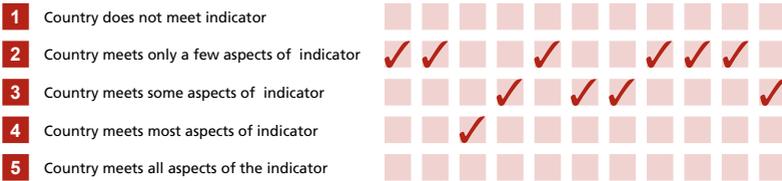
With regards to mobile phones, four (4) main operators offer services⁸. Some among them have already started to market mobile Internet access, introducing a new range of services geared towards a certain elite.

⁷ US\$1 = 924CDF

⁸ Vodacom, Airtel, Tigo (RDC), CCT (Congo Chine Telecom)

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.6

2.2 Citizens' access to domestic and international media sources is not restricted by state authorities.

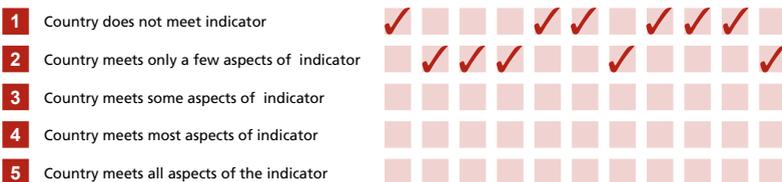
State authorities restrict citizens' access to national and international media directly or indirectly. As soon as *Radio France Internationale*, for example airs information that upsets the government, the sound is cut.

National media was strictly forbidden to supply their international counterparts with information during the 2011 presidential elections. One of the radio stations, which transmits *Voice of America*, was suspended for having violated this ban.

The magazine *Jeune Afrique*, as well as its distributors also paid the price for having published an interview with the President of the Republic. The magazine was banned from being sold and distributed copies were recalled.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.5

2.3 Efforts are undertaken to increase the scope of circulation of the print media, particularly to rural communities.

While distribution challenges in urban areas are huge, they are even more so in rural areas. The lack of means of communication and means of distribution diminishes all efforts. Newspapers struggle to reach their readers and the introduction of a courier service for four newspapers and the collaboration with NGOs allows to – more or less – work around newspaper distribution challenges. This has an effect on newspapers whose highest print runs never exceeds 5000.

There is no professional distribution circuit for newspapers or courier services to speak of. Solutions are devised according to the premise of the “logic of every man/woman for him/herself” in order to on the one hand face up to the rise of photocopy newspapers (with limited success) and on the other hand to deal with the hostility of certain local authorities towards titles that are viewed as too critical.

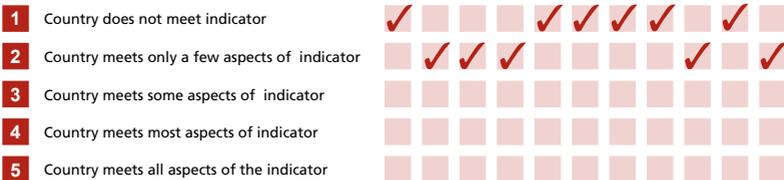
The Internet seems to be offering an alternative for areas such as Kivu (in the east of the country) where access to the airport is difficult. Online newspapers hence find readers here. It is noteworthy to mention that newspapers’ business rationale is such that their production targets readers with purchasing power.

Efforts made to broaden newspaper readership do not particularly target rural communities, except in the case of subscriptions by certain companies such as Gecamines⁹.

In Matadi, the centre of the Lower Congo region in the West, a private body has invested in the distribution of newspapers published in Kinshasa in order to make them available to readers every day from 1pm.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.5

⁹ The *société Générale des carrières et mines*, a State mining company based in Lubumbashi

2.4 The editorial independence of print media published by a public authority is protected adequately against undue political interference.

Article 36 of the 1996 Law establishes the editorial independence of the Congolese Press Agency's (ACP), the only print media body in the Congo published by a public authority. This article stipulates: "the State media are to be independent, neutral and respectful of the principle that all are equal in front of the law. They cannot under any circumstance manipulate the accuracy and objectivity of information."

In theory, there is no abusive political interference but in practice Monday editorials signed by the general manager entitled "the editor's point of view" take a strong stand in favour of the ruling power.

By doing so the managing editor's editorials position the newspaper, which consequently is considered a sounding board for the party in power. According to certain panellists, citizens indeed often accuse the ACP's bulletin of being biased in favour of the regime by selecting news items that are approving of the regime and disregarding those that are critical. Monitoring efforts the Congolese Media Observatory (OMEC) conducted in 2012 on the dispositions of said Article 36 highlight in fact a distortion of the ACP's production to 95% in favour of the ruling power.

Some observers reckoned that since the publication of the OMEC report, the ACP's tendency has greatly improved, which does not, however, mean that the ACP's independence is protected.

Scores:

Individual scores:

1	Country does not meet indicator	✓	✓			✓			✓	✓	✓		
2	Country meets only a few aspects of indicator			✓	✓		✓	✓					✓
3	Country meets some aspects of indicator												
4	Country meets most aspects of indicator												
5	Country meets all aspects of the indicator												

Average score:

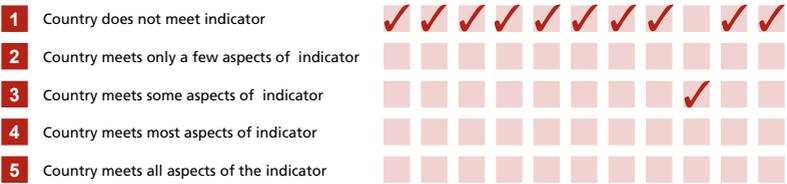
1.5

2.5 Adequate competition legislation/regulation seeks to prevent media concentration and monopolies.

No legislation for or regulation of competition in the media sector exists. There are indeed various media groups that undertake their activities without restrictions. The RAGA Group, for example, has a number of radio and television channels and it also maintains an Internet presence, the Le Potentiel Group (print media) also has a radio (Radio 7) and Television (TV7) and an Internet presence, the same applies to the Avenir, Palmarès and other groups.

Scores:

Individual scores:



Average score: **1.2**

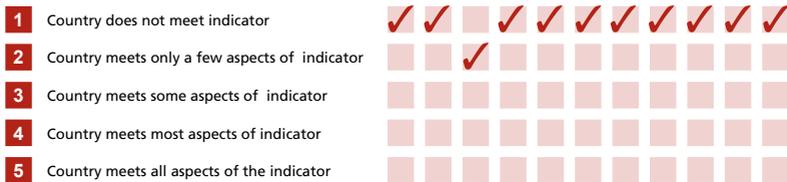
2.6 Government promotes a diverse media landscape with economically sustainable and independent media outlets.

Article 17 of the 1996 Law stipulates that “the State may provide” support for the media. However, the government has made no effort towards securing the sustainability of media bodies. Every year, since 2007, it votes on a media support budget, which in 2009 was increased from US\$1 million to US\$ 2 million without ever being implemented: the money was never received; nobody knows where the money goes and who spends it.

According to certain panellists, it has indeed happened that auditors thinking that this support was paid out, approached the Congolese National Press Union (UNPC) to request the receipt of the usage of the 2 million Dollars allocated in the 2008 budget, while the UNPC has not seen 1 Franc of this money.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.1

2.7 All media fairly reflect the voices of both women and men.

The Union of Congolese Women in the Media (UCOFEM) has undertaken a study among media stakeholders in order to determine the percentage of men and women in media and in media content. The result of this study highlights that only 5% of those intervening in the media are women, doing so mainly on matters relating to education and health, and that only 22% of women in the media sector work as professionals.

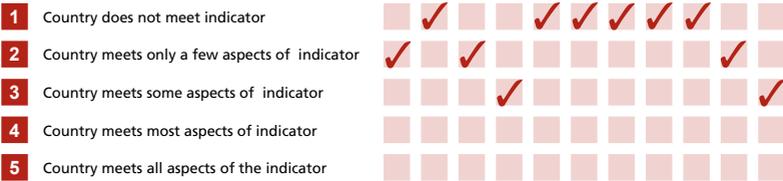
A number of reasons explain this rather low figure. The first one is related to women's inability to pay the cost for airtime and secondly skills called for by the media being unavailable when required. It is necessary to point out that very often, people who feature in Congolese media are charged.

Women tend not be very interested in "women, gender, family" columns, even when the news focuses on them as on the occasion of 8 March, which marks International Women's Day. In fact, these columns tend to disappear from certain newspapers, due to a lack of journalists to write them.

According to professionals consulted, the issue relates to the perspective. From this point of view the media don't always centre their topics on women or men but rather on the latest news and news of interest to those with purchasing power. Political news, however, sell and unfortunately, women are not interested nor do they feature much in it.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.6

2.8 All media fairly reflect the voices of society in its ethnic, linguistic, religious, political and social diversity.

OMEC's report, dated 12 April 2012, was able to highlight the dominance of the presidential majority in the state media compared to the opposition. This inequality manifests itself mainly in the realm of political subjects. The monitoring conducted by OMEC for RTNC1 from 6 to 12 April 2012 revealed that the various socio-professional sectors received 344 minutes or 5h44min airtime, closely followed by officials who received 319 minutes or 5h19min airtime and the presidential majority, which received 280 minutes or 4h40min, and lastly, the political opposition, granted a total of 12 minutes airtime.

Among 15 articles on officials, the ACP did not publish one article on the presidential majority nor the political opposition in reports issued between 6 and 12 April 2012. Other socio-political sectors were featured in 58 articles.

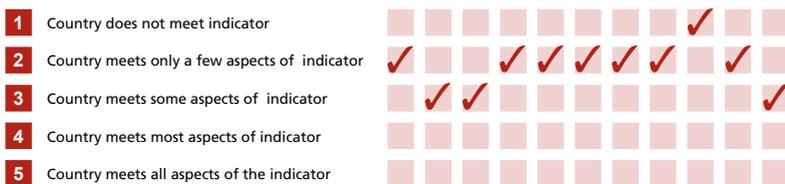
Overall, very few programmes are produced in the four big national languages, which are Lingala, Swahili, Tshiluba and Kikongo. Only one programme in each of these languages is broadcast twice a day. On the other hand, print media published in national languages are non-existent. This is despite the existence of about 450 ethnic groups that belong to the 4 major geo-linguistic groups constituting the four major national language.

It is at the level of the community radios where the question of linguistic variety is taken into account.

Around 450 ethnic groups can be found in the DRC, which are divided into four (4) large geo-linguistic groups that cover four (4) big national languages.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.2

2.9 The country has a coherent ICT policy or the government implements promotional measures, which aim to meet the information needs of all citizens, including marginalised communities.

Even though the government has an ICT Ministry and the Regulatory Authority for Posts and Telecommunications in Congo (ARPTC), there is no policy on ICT. Electricity, which is the source of power for telecommunications and needed in order to allow citizens to access information networks including phones, it is not always available inside the country and even in Kinshasa, the capital.

The opportunity to connect to the optic fibre cable and to, like other African countries, make the most of superfast broadband Internet, was – at the time of the deadline on 15 May 2012 – not seized due to a lack of political will.

The lack of ICT policy became apparent when mobile phone operators ran specials in order to persuade their customers to communicate advantageously by using the bonus system and government opposing this initiative without bringing forward any reasons. At the same time, the Congolese Post and Telecommunication (OCPT), which should have been the driving force of the ICT policy, is in a state of lethargy and ironically, this is the making of private operators, which hinder the Ministry of Post and Telecommunications' efforts from developing it.

The example brought forward to illustrate this paradoxical situation is the use of the international country code +243, which phone operators allocated to the OCPT and which obliges them to pay the Regulatory Authority for Posts and

Telecommunications in Congo (ARPTC) a tax. It has been established that there are some among the operators that are nearly 100 months in arrears.

Furthermore, the Regulatory Authority for Posts and Telecommunications in Congo, which is directly linked to the Presidency of the Republic, collects all bills incurred by telephone activity at the expense of the OCPT, which consequently sustained losses.

Incoming calls made to the DRC are in fact not charged to the account of the OCPT, as calls made from outside the country feature like a local number on mobile phone displays of correspondents in the DRC. In other words, the call does not go through the +243 code and cannot be charged as an international call.

The ICT sector hence, is in shambles, due to ulterior objectives, which impedes its development.

Scores:

Individual scores:

1	Country does not meet indicator	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
2	Country meets only a few aspects of indicator	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
3	Country meets some aspects of indicator	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
4	Country meets most aspects of indicator	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
5	Country meets all aspects of the indicator	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□

Average score: 1.0

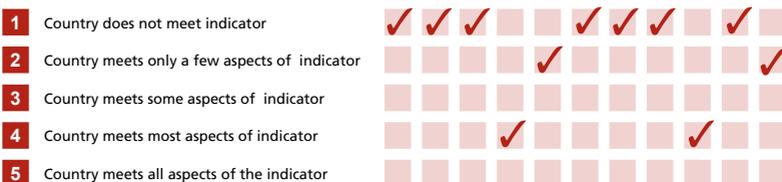
2.10 Government does not use its power over the placement of advertisements as a means to interfere with editorial content.

Government advertising contracts are rare. In cases in which they are awarded, this takes place without the client’s participation, procedures being conducted on an ad hoc basis.

The media entities that benefit, are not always the ones that apply for advertising but the ones that benefit from political support and are preselected in advance and quite often according to their affinities towards the regime in place.

Scores:

Individual scores:



Average score:

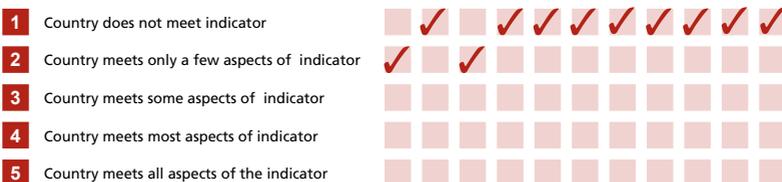
1.7

2.11 The advertising market is large enough to support a diversity of media outlets.

The DRC has no structured advertising market, even less so advertising departements working at press level. The only sectors, with running advertising accounts are brewery and phone companies. Unfortunately, they are only interested in television where they can impose their rates and television promoters, for lack of alternatives, oblige.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.2

Average score for sector 2:

1.6

SECTOR 3:

Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

3.1 Broadcasting legislation has been passed and is implemented that provides for a conducive environment for public, commercial and community broadcasting.

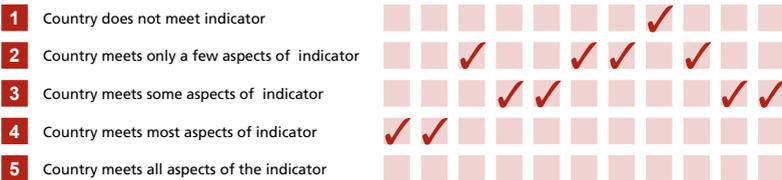
Chapter III of Law no. 96-002 of 22 June 1996 under articles 50 to 72 regulates the broadcasting sector. The explanatory memorandum highlights that formally it establishes an environment that is favourable to the audiovisual sector in general, it is, however, applied selectively. The local and community sector is totally ignored.

The Congolese Constitution dated 18 February 2006 under article 212 tasks the High Council for Broadcasting and Communication (CSAC) with “guaranteeing and ensuring the freedom and protection of the press as well as all means of mass communication in accordance with the law.” Said Council “ensures that ethical standards are maintained within communication and the equitable access of political parties, associations and citizens to the official means of information and communication.”

Organic Law no. 011/001 of 10 January 2011 on the membership, power and operation of the CSAC establishes the regulatory framework for the media.

Scores:

Individual scores:



Average score: 2.6

3.2 Broadcasting is regulated by an independent body adequately protected by law against interference whose board is appointed - in an open way - involving civil society and not dominated by any particular political party.

The High Council for Audiovisual and Communication (CSAC) is, in theory, an independent body, protected against any kind of interference. According to the explanatory statement of the Organic Law no. 011/001 of 10 January 2011, “the CSAC oversees content while the Government is in charge of regulation and infrastructure.”

As part of its mandate, the CSAC is tasked with providing technical advice – before and after – on all matters relating to broadcast media, print and electronic media; to give its opinion before granting frequencies and before any press receipt for audiovisual media, print and electronic media is issued to recipients within the sector”, Article 9.

Article 24 of the Organic Law no. 11/001 of 10 January 2011 states as follows:

« The Council consists of fifteen members selected in the following manner:

- 1 member by the President of the Republic;
- 2 members by the National Assembly;
- 2 members by the Senate;
- 1 member by the Government;
- 1 member by the High Council of Magistrates;
- 3 members by professional media associations, of which one member for each activity cluster: radio broadcasting, television and print media;
- 1 member represents the advertising industry;
- 1 member by the National Council of the Bar Association;
- 1 member by legally constituted student (school and university) parent associations;
- 2 members by legally constituted associations that defend the rights of media professionals.

This designation takes into account the expertise found in the media sector, national representation as well as the representation of women.”

In reality, the CSAC has to endure interference by the National Information Agency (ANR) and also by the ruling power. Some members of the CSAC were imposed on the council without the approval of their base; sometimes these are individuals coming from structures that are not among the structures called upon to nominate a representative to the council.

Contrary to what the legal framework stipulates, the President of the Republic himself nominated members of the CSAC outside the lists brought forward

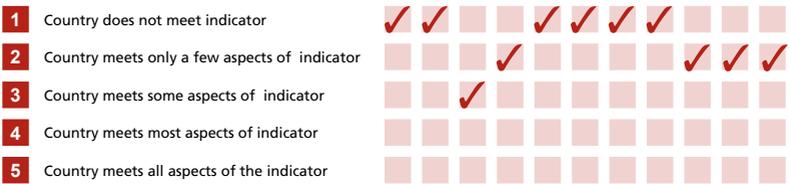
by professional organisations. This has been the case with representatives of associations that defend the rights of media professionals,.

The relationship between the Ministry of Communication and the CSAC is almost one of subordination. Disregarding the provisions governing the CSAC, the Minister, it needs to be added, decided to suspend two audiovisual media entities (*Lisanga Télévision* and *Canal Futur Télévision*) belonging to a former Member of Parliament and former Speaker of the National Assembly respectively.

Even mayors infringe on the CSAC’s prerogatives. Among them, a town councillor of the city of Butembo in Northern Kivu, in the East of the DRC, decided to close down “Radio Freedom” in April 2012 without any decision by the CSAC.

Scores:

Individual scores:



Average score: 1.6

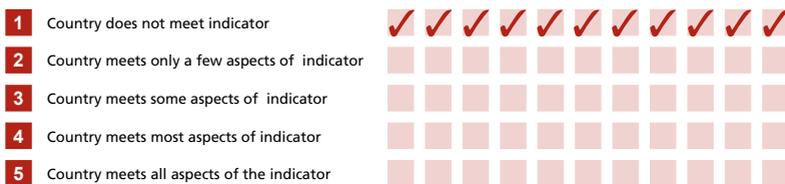
3.3 The body, which regulates broadcasting services and licences, does so in the public interest and ensures fairness and a diversity of views broadly representing society at large.

Article 9 of the *loi organique 011/001* states that “The CSAC is tasked with giving its assent before any frequencies are allocated...” In reality, however, it is the Ministry of Communication that administers frequencies.

The CSAC is not entirely fulfilling its role and is considered as being too weak to perform the full range of powers ascribed to it. Instead, the Minister of Communication regulates the frequencies while at the same time owning a radio station. He hence tends to act in his own account and in the interest of his camp.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.0

3.4 The state/public broadcaster is accountable to the public through a board representative of society at large and selected in an independent, open and transparent manner.

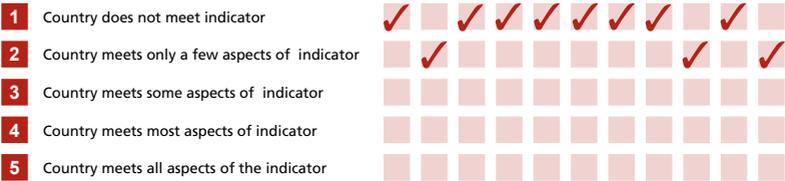
In the present case, it is rather the opposite. As a result of the reforms applied in public institutions in 2011, Congolese National Radio Television (RTNC), which is the state broadcaster, indeed has a new board of directors and a new director general. In practice, however, RTNC is accountable to the leaders of the ruling party.

According to Articles 9 and 10 of decree no. 03/62 of 3 December 2009, RTNC's board of directors consists of a maximum of five members, including the director general. These are appointed, relieved of their functions or dismissed by the President of the Republic upon recommendation of the government.

In fact, the board of directors does not represent society, in its entirety. It does not include civil society representatives and the board members are appointed by the Head of State in a discretionary manner, drawing on individuals belonging to the majority in power.

Scores:

Individual scores:



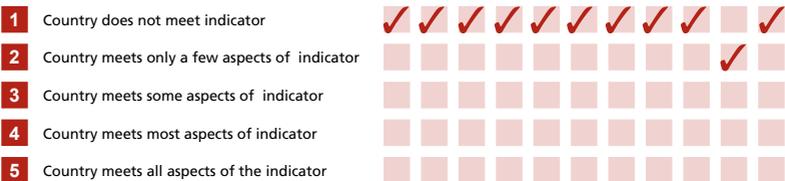
Average score: 1.3

3.5 Office bearers with the state and political parties as well as those with a financial interest in the broadcasting industry are excluded from possible membership on the board of the State/public broadcaster.

With regards to the RTNC, the opposite is true. The board of directors is mostly lead by civil servants and members of the presidential party, the People's Party for Reconstruction and Democracy (PPRD), and which makes sure that loyal supporters will be at the helm of the RTNC. The evidence shows that today, most of the members of the board of directors are officials and politicians of the ruling party or the presidential majority.

Scores:

Individual scores:



Average score: 1.1

3.6 The editorial independence of the state/public broadcaster from political influence is guaranteed by law and practiced.

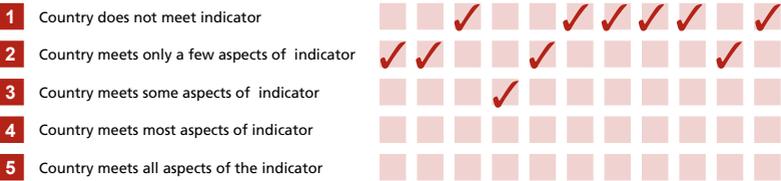
The law guarantees the State broadcaster’s editorial independence as a public media service provider but in reality, this independence is not practiced. “Public audiovisual communication is pluralist. Under no circumstances can it be monopolised to the benefit of one opinion or one group of individuals.” (Law no. 96-002 of 22 June 1996, Art. 53).

The RTNC behaves like partisan media with staff appointed to defend the interests of the ruling camp. All the RTNC talk show hosts are members of or closely connected to the party in power and the debates are biased towards the party. Editorial independence is also heavily influenced by the significant presence of military personnel on the RTNC grounds, as are the content of programmes and invited guests, of which many fear reprisals in case they voice criticism towards the government.

Moreover, criticism had been voiced during the elections, demanding the military to leave so that the police could take control of security for the grounds. As far back as 2007, journalists were arrested at the RTNC, sent to the presidential military camp known as camp “*Tshatshi*”, accused of being opposed to the Head of State. The opposite of chapter 2 of the African Charter on Broadcasting takes place at the RTNC. Chapter 2 compels states which have ratified the Charter to ensure that state-owned broadcasters are protected against interference and act in the public interest.

Scores:

Individual scores:



Average score: 1.6

3.7 The state/public broadcaster is adequately funded in a manner that protects it from arbitrary interference through its budget and from all commercial pressure.

Every year a budget for the RTNC is drawn up and voted on. It is complemented by additional revenue from advertising and also products coming from other services such as the RTNC hotel¹⁰. This budget comprises of three sections: salaries paid by the State, an investment and an operating budget. As a result of the RTNC's method of financing, the budget, due to a sluggish state administration, is not always available when requested. Added to this, comes the fact that salaries are paid by the State, which gives it leverage to interfere in the way, it is run. This is one of the reasons why the RTNC is not yet in a position to operate like a public media service provider.

Ironically, RTNC operates satellite TV, which means that there are financial resources that allow it to maintain this presence. As a result the question is less one of financing but political will to turn it into a genuine public service provider.

Scores:

Individual scores:

1	Country does not meet indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Country meets only a few aspects of indicator	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Country meets some aspects of indicator	<input type="checkbox"/>										
4	Country meets most aspects of indicator	<input type="checkbox"/>										
5	Country meets all aspects of the indicator	<input type="checkbox"/>										

Average score:

1.6

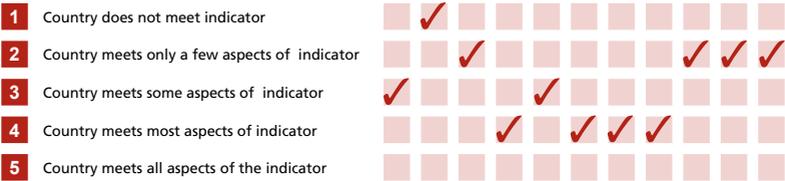
3.8 The state/public broadcaster is technically accessible in the entire country.

In theory, the satellite bouquet's coverage of the territory is ensured. In many areas, such as in Bukavu, in Katana (50km from Bukavu) or in Zongo, in Equator Province, however, RTNC is inaccessible.

¹⁰ *The hôtel de presse INVEST* is owned by the RTNC but its financial management is in the hands of a private entity, disbursing royalties to the RTNC every month. *Invest* is situated in the same precinct as RTNC, in the municipality of Lingwala in Kinshasa.

Scores:

Individual scores:



Average score: 2.8

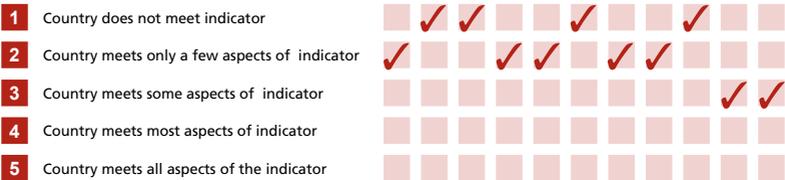
3.9 The state/public broadcaster offers diverse programming formats for all interests.

Programming is certainly varied but it does not take all interests into account. Those critical towards the regime do not have access to RTNC’s channels and are not covered by the RTNC. When inhabitants of a Kinshasa neighbourhood protested in order to gain access to drinking water, the event was censored.

The activities of the Head of State, on the other hand, and of members of the government claim the overwhelming majority of the programmes and newscasts in particular.

Scores:

Individual scores:



Average score: 1.8

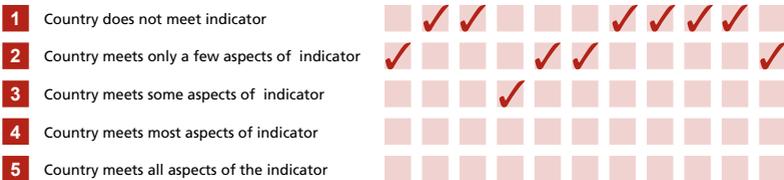
3.10 The state/public broadcaster offers balanced and fair information in news and current affairs, reflecting the full spectrum of diverse views and opinions.

Article 24 paragraph 2 of the Constitution of 18 February 2006 stipulates, "State-owned audiovisual and print media are public services. Access to these is guaranteed in an equitable way, to all shades of political and social persuasion. The status of state-run media is set out by the law, which guarantees objectivity, impartiality and the pluralism of opinions in the way information is treated and disseminated."

In practise, it cannot be said that information circulated by RTNC is balanced, seeing that it is partisan information even if its accuracy is unquestionable. The dominance of partisan political information notably, induces discrimination of certain opposing points of view. The RTNC hence rarely reflects – through the content it disseminates – the various points of view to be found in the Congolese public sphere.

Scores:

Individual scores:



Average score:

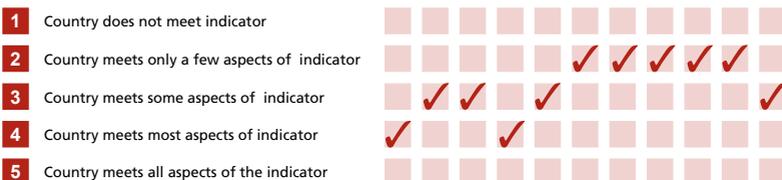
1.6

3.11 The state/public broadcaster offers as much diverse and creative local content as economically achievable.

The RTNC indeed broadcasts local and diverse content through its cultural programmes. It also broadcasts Congolese music. But criticisms that have been levelled towards it have targeted its treatment of local information and news, political information and the production of attractive local programmes.

Scores:

Individual scores:



Average score:

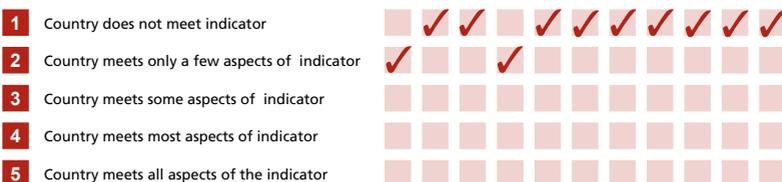
2.7

3.12 Community broadcasting enjoys special promotion by the government given its potential to broaden access by communities to the airwaves.

The law does not even recognise the local and community broadcasting sectors. Community radio stations, in fact, only exist due to outside partners and NGOs, consequently running the risk of distorting its role and mission.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.2

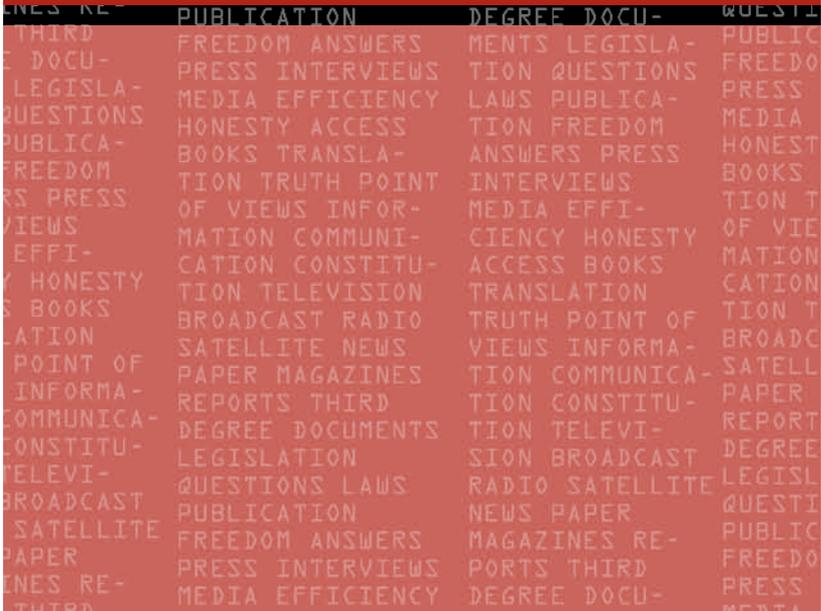
Average score for sector 3:

1.7



SECTOR 4:

The media practice high levels of professional standards.



The media practice high levels of professional standards.

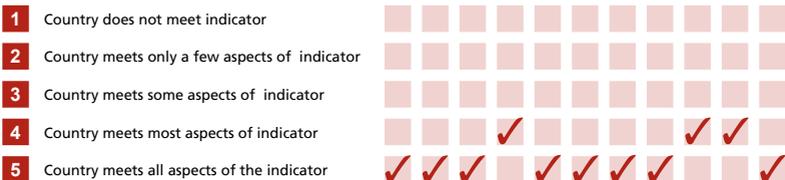
4.1 The media follow voluntary codes of professional standards, which are enforced by self-regulatory bodies that deal with complaints from the public.

The code of professional standards in the Democratic Republic of Congo, namely the *Code of Ethics of the Congolese Journalist*, was adopted on 4 March 2004. Compiled by professionals (in the sector), this code is applied by the Observatory of Congolese Media (OMEC), which as part of self-regulation, monitors the media and handles public complaints.

The disciplinary committee of the National Union of the Congolese Press (UNPC) assists OMEC in this task. As an UNPC official underlines, OMEC takes on the role of prosecutor, the UNPC commission that of judge. It is important to note that UNPC issues media cards and at the same time also handles grave violations of the Code.

Scores:

Individual scores:



Average score:

4.7

4.2 The standard of reporting follows the basic principles of accuracy and fairness.

As mentioned previously, the underlying principles of accuracy and impartiality are neither respected in the public media nor in other media in general, except in some rare cases.

Meanwhile, since the Code of Ethics and OMEC were put into place in 2005, qualitative changes to the downward drift in the media have occurred, with a marked tendency to return to a balanced treatment of information, notably in

television channels such as *Numérica*, *Antenne A*. Besides these two previously mentioned channels, Radio Okapi and Top Congo follow the basic principles.

One fact remains, however, in the audiovisual landscape: the dichotomy between channels close to power and those close to the opposition. These two juxtaposed types require the users to engage with both versions of information in order to form their own opinion.

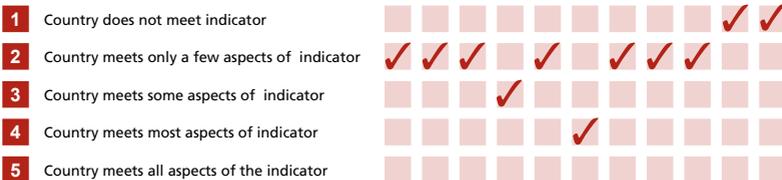
Nonetheless, within the new media landscape, media bodies are more and more sensitive towards reports published by OMEC as a result of its monitoring, even if some still resist (Radio Lisanga in Kinshasa, Radiotélévision Océan pacifique, in the East Kasai, Nyota in Lumumbashi, Digital Congo.)

One needs to bear in mind that the main problems around the treatment of information occur mainly in the “media without fixed professional base” (*médias sans domicile professionnel fixe*, SDPF) an initiative established by politicians in order to settle accounts. According to the panellists, a short-lived newspaper had published an article about Mr. Kendo Wa Dondo in 2010, accusing him of financing the rebellion, without evidence. A member of government defended the newspaper when the UNPC wanted to sanction him.

Moreover, the issue of plagiarism was raised: various press bodies, including the RTNC, for example, take up the dispatches of the Congolese Press Agency (ACP) without acknowledging sources.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.1

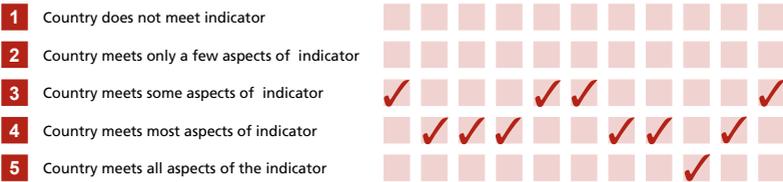
4.3 The media cover the full spectrum of events, issues and cultures, including business/economics, cultural, local and investigative stories.

The media does not cover all events and topics. In particular economic subjects and issues under investigation rarely feature in the print media and even less so on radio or TV. According to journalists, this is due to high investigation costs in these areas. Another reason often brought forward is the inaccessibility of economic statistics.

The Congolese Press Agency, however, considerably improved its coverage of a large range of topics, covering virtually all beats. The big private newspapers such as *“Le Phare”* and *“Le Potentiel”* in fact, frequently pick up the ACP’s bulletin.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.7

4.4. Equal opportunities regardless of race or ethnicity, social group, gender/sex, religion, disabilities and age are promoted in media houses.

No media body discriminates against any of these different categories. There is however a unique situation to print media with its deadline constraints, amongst others, due to which only 30% of its staff are women.

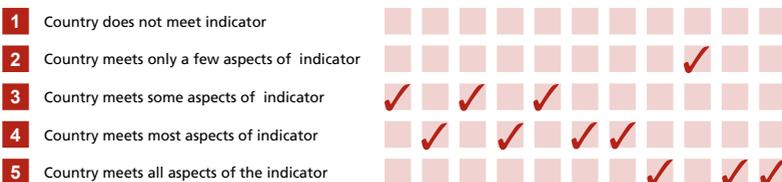
However, the issue at stake in the sector is more one of skills instead of gender equality, given that when the skills are there, they are promoted. An excellent physically disabled cartoonist who is part of the editorial team of a large media entity in Kinshasa comes to mind.

Approximately 1/3 of staff numbers at RTNC are made up of women with a more significant proportion at the television. Few of them, however, fill managerial positions.

However, certain socio-professional considerations in some situations lead to employers choosing a man rather than a woman.

Scores:

Individual scores:



Average score:

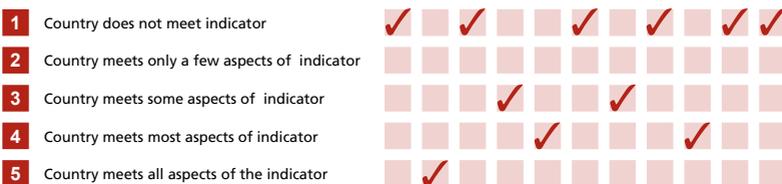
3.8

4.5 Journalists and editors do not practice self-censorship.

At the RTNC self-censorship occurs systematically as a result of a constantly pending potential request for an explanation looming above the heads of the broadcasters. More generally, self-censorship applies in other media bodies when journalists are in possession of highly sensitive information. "Our democracy is one in name only" and without having an official source to balance and verify information acquired, the rule of self-censorship applies for most professionals.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.3

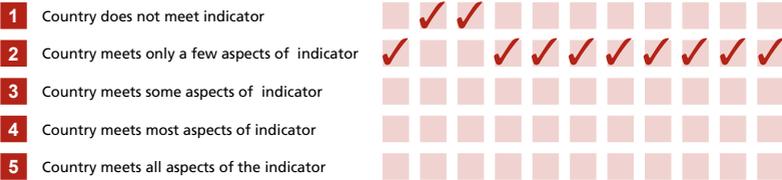
4.6 Owners of established mainstream private media do not interfere with editorial independence.

Media owners who are not professional journalists tend to interfere often with editorial independence. It did, for example, happen that an owner arrived at his press body at 11pm in order to request that articles be changed, even though the paper had been signed off already: employees had no other choice but to comply.

Another one asked his bodyguards to beat up a journalist in the editorial office on the grounds that this journalist had published an article, which wasn't good for his business. There are, however, media bosses who are beyond reproach of any interference but they are few in numbers.

Scores:

Individual scores:



Average score: 1.8

4.7 Journalists and media houses have integrity and are not corrupt.

A campaign against “brown envelope journalism”, which is how the corruption of journalists is referred to, was organised in 2005. This practise consists in “bolstering” information by means of a few bank notes. Some refer to it as “transport or rescue”.

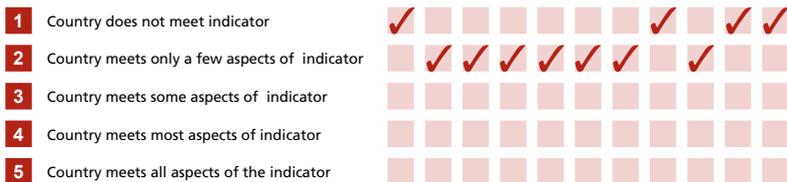
This practise bothers some editorial offices a lot given the delay it causes in submitting articles reporters are busy writing. A reporter dispatched to cover an event might return 5 hours later, having had to wait for the notorious “transport”. Some editorial offices have had to ask their reporters to send parts of their copy via SMS while waiting for the entire article in order to be able to start with the layout.

For others, corruption is a broader, general social issue, a near systemic practice, which is met with complete impunity, and reaches the highest spheres of government.

The leadership of journalists' organisations are nonetheless concerned about this situation and are looking at ways and means to put an end to it.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.6

4.8 Salary levels and general working conditions for journalists and other media practitioners are adequate.

There are media bodies, which don't remunerate journalists at all. In other instances journalists are owed 22 or even 27 months' pay.

Even though the collective bargaining agreement of journalists stipulates a minimum salary that ranges between US\$150 and US\$540 per month, in practice it is rare to see it being applied.

Recruiting conditions are, to a certain extent, one of the causes of this precariousness. Generally speaking, press bodies recruit reporters and journalists without offering them work contracts. However, at the moment of hiring, the employee has to get a contract signed, which at the end of six months is considered indefinite.

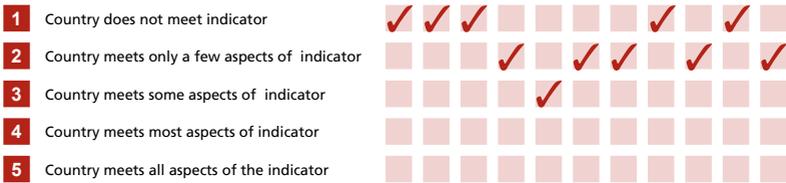
Congolese state officials, including those working for the RTNC, were underpaid to the extent that certain employers did not feel compelled to improve the working conditions of journalists, rather waiting for discussions with the State to improve the situation.

The last salaries paid out by the RTNC amounted to 50 000 FC¹¹; at present, it rates at 235,000 Congolese Francs, which amounts to about US\$250.

This revision of the RTNC’s salary scale has given salaries in the media sector a boost.

Scores:

Individual scores:



Average score: 1.6

4.9 Media professionals have access to training facilitates offering formal qualification programmes as well as opportunities to upgrade skills.

The DRC boosts a number of tertiary training structures such as the Institute of Information and Communication Sciences (IFASIC), but also practical training such as the Congolese Audiovisual Institute (ICA) run by the RTNC and retraining programmes offered by the ACP.

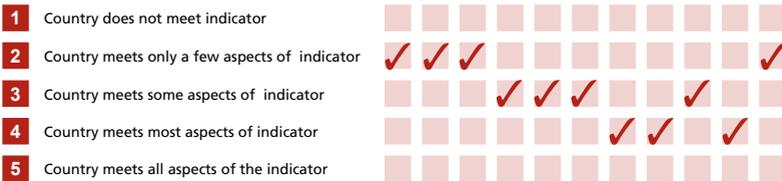
The Congolese Audiovisual Institute (ICA) offers a curriculum at exorbitant rates, beyond the budget of the vast majority of the population (US\$235 per module). The Higher Education Centre for Journalists and Computer Scientists (CEFOJI) organises training courses for professionals and the general public.

These training structures are based in the capital, which could create disadvantages for Congolese from the country’s interior regions, where information on existing training courses for professionals and the general public are non-existent.

¹¹ approximately US\$54

Scores:

Individual scores:



Average score:

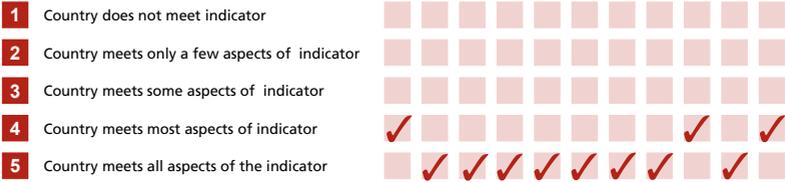
2.9

4.10 Journalists and other media practitioners are organised in trade unions and/or professional associations, which effectively represent their interests.

There are indeed various professional associations, which defend the interests of journalists in rather effective ways. A few can be mentioned: The National Association of Congolese Editors (ANECO - employers), the National Association of Private Audiovisual Companies (employers), the Congolese National Press Union (UNPC), Union of Congolese Women in the Media (UCOFEM), the National Association of Portfolio Companies (ANEP – public sector), the National Union of Media Professionals (SNPP).

Scores:

Individual scores:



Average score: 4.7

Average score for sector 4: 3.0

OVERALL COUNTRY SCORE: 2.4

The way forward

1. Which changes have taken place in the media field in these past three years?

Positive changes:

The media environment reveals that various changes have occurred between 2006 and 2012.

Some have been viewed as positive, in particular:

- Establishing the High Council for Broadcasting and Communication (CSAC), different in its make up and the way it is run, compared to the former High Authority for Media (HAM)
- The Observatory of the Congolese Media (OMEC) now working at cruising speed since the implementation of the Code of Ethics for journalists was adopted in 2004
- Adoption of a new collective bargaining agreement for media professionals in 2009
- Multitude of radio and television channels
- Better Internet access and more media websites
- Adoption of Law no. 11/004 of 25 June 2011, which pertains to the duty of receivers of audiovisual content
- Adoption of the new statutes of the RTNC and ACP
- Improvement of the social condition of RTNC and ACP employees
- Establishment of professional organisations

Negative changes:

- The High Council for Audiovisual and Communication has lost its independence from the Ministry of Communication: compared with its predecessor (HAM), this is a step backward.
- Decrease in democracy support organisations
- Number of journalists assassinated increased

2. Activities for the next years

- The launch of the African Media Barometer DRC 2012 report.
- Organising the colloquium on licence fees and the state broadcaster (RTNC)
- Organising training and retraining courses in order to build journalists' capacity.
- Organising a campaign for access to information.

- Unblocking the media support through efforts lead by the UNPC and professional associations to call on the Prime Minister and the Finance Minister to release the allocated budget
- Implementing the collective bargaining agreement for journalists, notably its ratification, printing and launch on 7 October
- Campaign for the decriminalisation of press offences
- Campaign for the safety of journalists and freedom of expression (10 December 2012)

The panel convened in Zongo, DRC from 19 - 20 May 2012.

Panellists:

Media:

1. Martin Mukania Kamande, journalist, publishing director
2. Stanislas Nkundiye, journalist, unionist
3. Polydor Muboyayi Mubanga, journalist, editor, president of the media self-regulation body
4. Blandine Mafutala Nafissa, journalist, state broadcaster
5. Marcellin Kalombo Nkokesha, journalist, state print media

Civil Society:

6. Pierre Emmanuel Monsengo N'gankoy, unionist
7. Cecile Tshiyombo, teacher
8. Jérémie Nitu, computer programmer
9. Benoit Mazunda, pastor
10. Lisette Mavungu Thamba, lawyer
11. Mme Annie SAYE, activist

Rapporteur:

Mamadou Ndao

Moderator:

Gabriel Ayité Baglo

Documents, legislation and reports consulted:

1. The Constitution of the Democratic Republic of Congo adopted on 18 February 2006
2. Law no. 11/004 of 25 June 2011 on the duty on receivers of audiovisual broadcasts.
3. Law No.96-002 of 22 June 1996 sets out the modalities of how Freedom of the Press is to be exercised
4. Organic law no. 11/001 of 10 January 2011 on the composition, attribution and functioning of the High Council for Audiovisual and Communication
5. Ordinance law no. 81/012 of 2 April 1981 concerning the status of journalists working in the Republic of Zaire.
6. Decree no. 09/62 of 3 December 2009 is the statute that established the public institution referred to as Congolese National Radio and Television (*RadioTélévision Nationale Congolaise*), its acronym being "RTNC"
7. The *Declaration of Principles on Freedom of Expression* of the ACHCR, October 2002.
8. Extracts from the Congolese Penal Code to understand the legal texts on freedom of the press in Congo. Panos: Paris
9. Extracts from the Congolese Military Penal Code. Ibid.
10. OMEC monitoring report March 2012
11. The collective agreement.
12. Congolese journalists' Code of Ethics published by OMEC

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

Friedrich-Ebert-Stiftung

Bureau Cameroun

BP 11 939, Yaoundé

Boulevard de Russie

Yaoundé-Bastos

Phone: +237 22 21 29 96

+237 22 21 52 92

Fax: +237 22 21 52 74

E-Mail: info@fes-kamerun.org

www.fes-kamerun.org

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

fesmedia Africa

Windhoek, Namibia

Tel: +264 61 237438, Fax: +264 61 237441

E-mail: info@fesmedia.org

www.fesmedia.org



ISBN No. 978-99916- 874-6-9